



CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis

RAPPORT ANNUEL 2017



Soutenir les collectivités locales
et régionales dans la mise en œuvre
des agendas mondiaux





RAPPORT ANNUEL 2017

Soutenir les collectivités locales
et régionales dans la mise en œuvre
des agendas mondiaux

0

ÉDITORIAL — 6

Le monde change, et notre organisation change avec lui

Cités Unies est source d'inspiration pour ses valeurs fédératrices

TEMPS FORT

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX DANS LES RAPPORTS SUR LES PROGRÈS MONDIAUX — 15



1

PLAIDOYER ET MISE EN OEUVRE — 8

Garantir la vision des gouvernements locaux et régionaux dans l'Agenda 2030 pour le développement 9

Actions locales pour le climat 10

Agenda sur la résilience et les crises humanitaires 12

Égalité des genres 14

Coopération au développement 16

Développement économique local 20

Gouvernance de la migration 21

TEMPS FORT

UN SIÈGE À LA TABLE MONDIALE POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX — 18



2

SUIVI ET RAPPORTS — 22

TEMPS FORT

CONSTATS SUR LE SUIVI DES ODD — 24



3

APPRENTISSAGE — 26

L'Agenda d'apprentissage	27
Apprentissage sur les migrations et la cohésion territoriale	28

TEMPS FORT

FORMATION DES FORMATEURS SUR LA LOCALISATION DES ODD — 29



TEMPS FORT

LE PARTENARIAT STRATEGIQUE UE-CGLU — 46



4

RENFORCEMENT DU RÉSEAU — 30

Connaissances et communication	32
Générer des synergies au sein du réseau	36
Nouvelles formes de collaboration	37
Gouvernance de l'organisation	38
Conseil mondial et Bureau exécutif de CGLU à Hangzhou	42
Les mécanismes d'élaboration de politiques et de consultation de CGLU	41

TEMPS FORT

LES CONSEILS POLITIQUES DE CGLU — 44



5

LES SECTIONS DE CGLU — 48

Afrique	50
Asie-Pacifique	50
Eurasie	51
Europe	51
Amérique Latine	52
Moyen-Orient et Asie de l'Ouest	52
Amérique du nord	53
Metropolis	53
Forum des Régions	53

6

L'ORGANISATION — 54

LE MONDE CHANGE, ET NOTRE ORGANISATION CHANGE AVEC LUI



Mpho Parks Tau
Président de CGLU

2017 a été une année marquante pour CGLU comme pour l'ensemble des gouvernements locaux et régionaux membres du réseau.

Nous vivons dans un monde où la croissance démographique et l'urbanisation remodelent nos sociétés et notre paysage urbain. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain, et l'urbanisation augmentera au cours des prochaines décennies avec plus des deux tiers de la population vivant en milieu urbain d'ici 2030. Ceci, au-delà des chiffres, signifie que nous sommes confrontés à une myriade de défis et d'opportunités dans notre vie quotidienne.

Pour maîtriser les aspects positifs de l'urbanisation, nous devons faire preuve de courage. Les gouvernements locaux et régionaux doivent souligner que les défis économiques, sociaux et environnementaux vont au-delà des frontières administratives et que les objectifs mondiaux ne seront pas atteints sans nous. CGLU doit être là pour soutenir les gouvernements locaux et régionaux en étant capable de relier les agendas mondiaux et locaux.

CGLU rassemble les gouvernements qui sont au plus près des populations, ceux-là mêmes qui ont la responsabilité de la vie quotidienne des citoyen-ne-s. L'expérience acquise dans le monde entier montre que tout changement ayant un impact sur les populations au niveau local place les gouvernements locaux et régionaux au défi de mobiliser les parties prenantes, promouvoir le développement inclusif et interagir avec d'autres sphères de gouvernement. La mise en œuvre des objectifs mondiaux par le biais de l'Engagement de Bogotá est ce que nous appelons la « **localisation** » de l'**agenda mondial du développement**.

2017 a été la première année du mandat des dirigeant-e-s élu-e-s à Bogotá, et l'Engagement de Bogotá adopté en 2016 a été le fil conducteur des actions conjointes de nos membres cette année. La localisation des agendas mondiaux a été au cœur de notre travail et le système mondial de gouvernance multi-niveaux considère enfin les gouvernements locaux de façon positive.

CITÉS UNIES EST SOURCE D'INSPIRATION POUR SES VALEURS FÉDÉRATRICES

C'est en cette époque complexe que le retour à des valeurs basiques et fondamentales devient plus pertinent que jamais. Notre plus grande force réside en ces valeurs que nous partageons depuis plus d'un siècle.

Permettez-moi d'insister sur trois valeurs que je trouve particulièrement importantes pour cette année :

Paix et solidarité entre les peuples. Face aux nombreux cas de villes comme Alep, dont certaines font la une des journaux tandis que d'autres passent inaperçues au fil des pages, Cités Unies a pour devoir de renforcer son rôle pour la diplomatie des villes et la défense de la paix et de la solidarité dans toutes nos villes.

Lutte contre la discrimination et l'exclusion. Cités Unies ne peut garder le silence face aux problèmes rencontrés par les migrants et les réfugiés dans le monde entier. Cités Unies refuse de voir des murs érigés autour de nos villes.

Démocratie locale. Permettez-moi une brève référence à nos statuts : « la démocratie locale ne saurait se réduire à une valeur formelle mais [...] cette valeur doit être mise à jour et révisée de façon permanente pour assurer une vraie égalité et une vraie participation ouverte à tous, hommes et femmes. » Nous avons bien vu cette année que le renouvellement de la démocratie locale est absolument nécessaire dans nombre d'endroits du monde.

Cités Unies a le pouvoir de travailler en réseau : nous sommes un réseau de réseaux ! Cités Unies est un réseau politique, un réseau de représentation et un réseau de connaissances. Mais, avant tout, c'est un réseau d'action.

Josep Roig

Secrétaire Général de CGLU de 2011 à 2017



L'une des grandes réussites de notre collectif a été l'adoption du **Partenariat stratégique avec l'Union européenne**, signé en 2015. Celui-ci a permis à CGLU d'étendre ses activités et de resserrer les liens avec différentes parties du réseau. La demande de la Commission européenne de renouveler la proposition d'action du partenariat jusqu'à 2021 est seulement l'un des signes confirmant que nous sommes sur la bonne voie dans la consolidation de notre collectif.

Renforcer le leadership politique de l'organisation a été l'un des principaux objectifs tout au long de cette année. Les Conseils politiques, un mécanisme de consultation d'abord ratifié lors du Bureau exécutif de Madrid, ont tenu leurs séances inaugurales à l'occasion du Bureau mondial à Hangzhou. Leur but est d'améliorer l'engagement politique sur les principaux défis auxquels font face les gouvernements locaux dans le monde. La nouvelle stratégie vise à renforcer la capacité de CGLU à continuer de faciliter la représentation des gouvernements locaux et régionaux à l'échelle internationale, veiller à ce que la perspective et l'expérience des gouvernements locaux et régionaux soient incluses dans le suivi de la mise en œuvre des programmes mondiaux de développement, renforcer la capacité de notre réseau d'apprentissage dans toutes les régions du monde, et promouvoir la coopération décentralisée tout en augmentant la capacité du réseau à agir de manière synchronisée avec une appropriation et des partenariats renouvelés qui garantissent sa durabilité.

Les dirigeant-e-s de CGLU parlent au nom de nos membres sur certains des sujets les plus pressants de notre temps : la migration, le développement économique local, la réduction des risques de catastrophe, le droit au logement, le financement, etc. Je n'ai aucun doute que notre présence est nécessaire à tous les niveaux de prise de décision et que notre circonscription est et sera essentielle pour résoudre ces questions. En 2018, nous continuerons de travailler pour défendre les citoyen-ne-s que nous représentons et nous espérons pouvoir continuer de bâtir un avenir meilleur pour les années à venir.

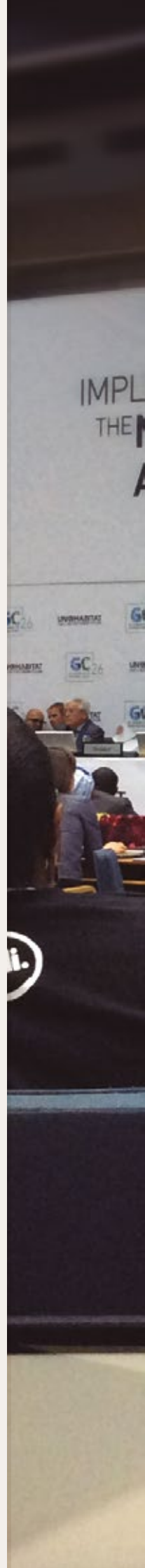
1

PLAIDOYER ET MISE EN OEUVRE

En 2017, et suite à l'adoption des principaux agendas mondiaux en 2015 et 2016, notre collectif a contribué à amplifier les voix des gouvernements locaux et régionaux, et s'est efforcé pour garantir qu'un siège leur était réservé à la table mondiale des négociations et de la prise des décisions.

L'année s'est caractérisée par la nécessité d'encourager la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable-ODD à l'échelle locale et le suivi de l'agenda mondial sous l'angle des gouvernements locaux et de leurs expériences et visions.

CGLU a promu encore davantage le développement du Local 2030 Hub aux Nations Unies, comme espace de partage des actions locales et de promotion de la mobilisation des capacités techniques et financières pour la mise en œuvre locale. Elle a encouragé le renouvellement des partenariats avec différentes parties prenantes de la mise en œuvre ainsi que les synergies entre les membres et différentes composantes du réseau pour optimiser les effets des actions.





GARANTIR LA VISION DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX DANS L'AGENDA 2030 POUR LE DÉVELOPPEMENT

« Nous sommes conscients de l'importance capitale de l'urbanisme et de l'aménagement urbain pour la qualité de vie de nos populations. De concert avec les autorités et les collectivités locales, nous nous emploierons à réaménager et planifier nos villes et nos établissements humains »

(paragraphe 34 de l'Agenda 2030)

Lors du Sommet sur le développement durable le 25 septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030. Le rôle des gouvernements locaux et régionaux est essentiel pour la réalisation de ces objectifs, en particulier l'ODD 11 : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

ACTIONS LOCALES POUR LE CLIMAT



Les gouvernements locaux et régionaux font état d'une expérience étendue concernant l'innovation locale et la collaboration internationale destinées à aborder les causes et conséquences du changement climatique, en particulier depuis le lancement en 2007 de la Feuille de route des gouvernements locaux sur le climat à Bali.

Le rôle d'acteur clé joué par les gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre de l'agenda climat a besoin d'être davantage élargi, ce que le partenariat de Marrakech adopté lors de la COP22 au Maroc souligne. Ce partenariat accorde un rôle prépondérant aux acteurs non étatiques, en signalant l'impact de leurs actions et la nécessité de les soutenir dans la poursuite de leurs actions. La reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux dans l'adaptation aux conséquences du changement climatique et dans la planification de la résilience ont été des éléments critiques dans le maintien de l'élan suscité depuis la COP20 de Lima et la COP21 de Paris.

Avec l'objectif de continuer d'accroître le rôle des gouvernements locaux dans les négociations internationales, CGLU a renforcé la collaboration avec des organisations partenaires, pour garantir une forte mobilisation et délivrer des messages communs pour amplifier la voix de nos membres aux événements internationaux.

Nos actions dans ce domaine se sont focalisées sur deux axes principaux : garantir des positions communes et la présence d'organisations de gouvernements locaux partenaires et accroître l'action de notre collectif dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, en particulier à travers le Pacte mondial des maires et le travail sur la réduction des risques de catastrophes.

Organisé par ICLEI avec le soutien de la Global Taskforce, le **Sommet des Élu-e-s locaux et régionaux pour le climat s'est tenu dans le cadre de la COP 23**. Les discussions ont abordé quatre thématiques principales : De nouveaux cadres internationaux, de nouveaux modèles d'actions : intégrer le climat et la durabilité à tous les secteurs ; Action collaborative pour le climat : aller de l'avant à travers l'engagement des collectivités et planification intégrée et investissements durables dans les villes et les régions ; Unir les forces pour des actions climat transfrontalières ; et Placer la barre haut à travers la coordination d'actions à tous les niveaux de gouvernement. Le Sommet s'est conclu sur **l'Engagement Bonn-Fidji des dirigeants locaux et régionaux à mettre en œuvre l'Accord de Paris à tous les niveaux.**



CGLU continue à faire avancer l'action climat à l'échelle locale, à travers des initiatives pilotées par les villes telles que la **Convention mondiale des maires**, et appuie les dirigeant-e-s locaux dans leur route vers un avenir aux faibles émissions de carbone et faisant preuve de davantage de résilience. La Convention mondiale des maires et le Pacte des maires sont deux des principales initiatives assistant les villes et les gouvernements locaux dans leur transition vers une économie à faibles émissions de carbone et résiliente aux changements climatiques, et qui aide à démontrer leur impact global.

Le partenariat stratégique avec toutes les parties prenantes a continué d'être une priorité essentielle et fait partie de notre engagement auprès de **Climate Chance**. Le **Sommet mondial** à Agadir au Maroc, organisé en partenariat avec la région Souss-Massa, l'organisation Climate Chance et CGLU-Afrique, **a constitué pour notre collectif une opportunité évidente d'élargir la discussion sur la localisation du financement climat, comme condition essentielle pour les gouvernements locaux et régionaux de mettre en œuvre l'agenda climat.**

Rassemblant environ 3.000 participants issus de gouvernements locaux et régionaux, ainsi que des représentant-e-s de tous les acteurs non étatiques (secteur privé, organisations de la société civile, syndicats et autres), le Sommet se proposait de présenter des initiatives innovantes en faveur du climat, menées par des acteurs non étatiques à travers le monde. Il a également permis d'ouvrir le débat sur la



manière dont **les acteurs non étatiques apporteront leurs propres recommandations pour le dialogue de facilitation en 2018.**

CGLU-Afrique et ses membres se sont chargés de l'organisation de la « Journée de l'Afrique » le 12 septembre. **Parks Tau**, Président de CGLU, a été invité à intervenir lors de l'ouverture de la session plénière « Les villes africaines face aux défis climatiques ».

Le Président a déclaré aux participant-e-s que **l'Agenda climat ne peut être envisagé de façon isolée, sinon qu'il doit être mis en lien avec**

l'Agenda du développement durable et le Nouvel agenda urbain. Il a rappelé que notre collectif a toujours défendu l'assurance de la cohérence et l'exploitation des interconnexions entre tous les agendas internationaux actuels.

AGENDA SUR LA RÉSILIENCE ET LES CRISES HUMANITAIRES

Adopté en 2015, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes reconnaît le rôle primordial joué par les autorités locales et régionales dans la réduction mondiale de ces risques. La Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, qui a eu lieu en mai 2017 à Cancun (Mexique) a offert la première opportunité de réviser globalement la mise en œuvre de ce cadre.



Cette révision comprenait, entre autres, l'objectif « E » du cadre de Sendai, qui appelle à une augmentation considérable d'ici 2020 du nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophes.

La délégation de CGLU à Cancun a appelé les gouvernements nationaux à assurer le soutien financier, institutionnel et législatif nécessaire. Elle a également demandé l'aide de la communauté internationale pour atteindre les objectifs imminents fixés par le Cadre de Sendai et les autres agendas internationaux. Notre collectif a également profité de cette occasion pour partager des expériences concrètes, échanger et établir des partenariats pour la poursuite du développement d'initiatives locales sur la réduction des risques de catastrophes.

Alliance mondiale pour les crises urbaines

En tant que représentante des gouvernements locaux et forte du travail de ses membres dans le domaine, CGLU conjugue ses efforts pour **sensibiliser à l'importance croissante de l'aide humanitaire urbaine**, tout en contribuant à établir des partenariats efficaces pour prévenir, se préparer et mieux répondre aux crises urbaines.

Suite au lancement officiel du Sommet humanitaire mondial en 2016, CGLU contribue aux premières étapes de **l'Alliance mondiale pour les crises urbaines**, une plateforme multipartite qui cherche à modifier fondamentalement la manière dont les acteurs internationaux et locaux interagissent en réponse aux crises humanitaires urbaines.



Le besoin de « consolider la collaboration entre villes, acteurs et actrices de l'humanitaire et du développement » afin de promouvoir des « approches par zones » et d'« accorder la priorité au leadership des municipalités dans la détermination des réponses aux crises urbaines » ont été des éléments clés dans la conception de la série de Recommandations urbaines et de la Charte sur les crises urbaines mondiales.

Organisée en mars, la réunion s'est focalisée sur l'amorce d'initiatives de l'Alliance, l'élaboration de plans de travail et de stratégies visant à mettre en œuvre des initiatives pour les Groupes de travail de l'Alliance, avec pour objectif d'avoir un impact à l'échelle pour les prochaines 3-5 années, selon les domaines de priorité de l'Alliance.

Sous l'égide de la campagne « **Rendre les villes plus résilientes** », CGLU, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR, selon l'acronyme anglais), ONU-Habitat, ICLEI et d'autres parties

prenantes ont célébré le Sommet des gouvernements locaux et régionaux. La richesse des débats du Sommet se retrouve dans la **Déclaration des gouvernements locaux et régionaux**, où ces derniers font part de leur engagement concernant les mesures suivantes :

Introduire un budget spécifique à la réduction des risques de catastrophes

Renforcer les capacités institutionnelles des territoires et fournir une formation aux techniciens et techniciennes

Intégrer des considérations relatives à la réduction des risques de catastrophes dans le développement et l'aménagement du territoire

Former une coalition locale autour d'élu-e-s et qui comprend des partenaires issus du secteur public et privé pour la consultation et l'échange d'informations sur les risques de catastrophes

La Déclaration fait également état des questions de la décentralisation et de la gouvernance multi-niveaux. Les gouvernements locaux et régionaux ont lancé un appel aux gouvernements nationaux et à la communauté internationale pour qu'il leur soit fourni le soutien financier, institutionnel et législatif nécessaire à mettre en œuvre les mesures qui aideront à concrétiser les objectifs établis dans le Cadre de Sendai.



ÉGALITÉ DES GENRES

L'égalité des genres est un domaine où CGLU affiche une expérience de longue date et elle travaille minutieusement à faire de l'ODD 5 une réalité, en particulier dans la réalisation de l'indicateur 5.5 de l'ODD : veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique.

Nous estimons qu'environ 20 % des conseillers municipaux et 5 % des maires sont des femmes, bien que les données mondiales dont nous disposons à l'heure actuelle sur le nombre de femmes présentes dans les conseils locaux soient insuffisantes, ce qui rend plus ardue la tâche de suivre les avancées de la réalisation de l'ODD 5 dans le monde. C'est pourquoi, en mars 2017, CGLU a lancé une campagne intitulée « **#BeCounted** » pour demander de rassembler des données pour l'indicateur ODD 5.5.1 sur la proportion de femmes dans les conseils locaux d'élus.

La campagne comprenait une campagne sur les réseaux sociaux et des articles dans diverses publications internationales, notamment Citiscope et El País.

Lors du lancement de « **#BeCounted** », une délégation de femmes élues locales de CGLU a participé à la **61^{ème} Commission des Nations Unies de la condition de la femme (CSW)** à New York en mars 2017, qui s'est centrée sur l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en plein changement. La délégation a eu l'opportunité de présenter la campagne aux partenaires internationaux et a expliqué qu'il était important d'effectuer le suivi de la participation politique des femmes au niveau local. CGLU a publié une déclaration sur cette question, soulignant comment les gouvernements locaux et régionaux peuvent intégrer une perspective de genre dans l'économie à travers leur rôle d'employeurs, d'acheteurs et de prestataires de services.

La délégation, organisée par la **Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres**, a profité de son séjour à New

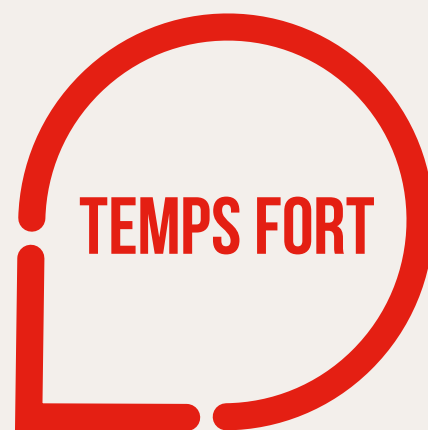
York pour présenter son message sur l'**autonomisation économique des femmes** et pour renouveler et renforcer la collaboration de CGLU avec les principales agences et représentant-e-s des Nations Unies sur la localisation des ODD. La délégation a rencontré des hauts responsables de l'ONU, notamment la directrice d'ONU Femmes, le bureau du Président de l'Assemblée générale, ONU DAES et le bureau du Secrétaire général, pour discuter d'une collaboration renforcée avec le système des Nations Unies.

Dans le cadre de la délégation CSW, CGLU a co-organisé avec ONU Femmes l'événement spécial « **Femmes élues locales : faire des ODD une réalité** », afin de mettre en évidence les liens entre l'égalité des genres et les gouvernements locaux et régionaux. L'événement comprenait deux tables rondes politiques : « Localiser l'ODD 5 » et « Égalité des genres, ODD 11 et Nouvel agenda urbain » où les maires et les conseiller-ère-s municipaux ont rappelé, avec les représentant-e-s des Nations Unies et de la société civile, les défis pour faire de l'égalité des genres une réalité dans le cadre des ODD.

Les progrès effectués par les gouvernements locaux pour influencer sur les agendas internationaux ces dernières années ont été illustrés par **la présence à cette session de fonctionnaires onusiens d'un niveau particulièrement élevé**. Les représentant-e-s de nombreux grands groupes qui se sont associés aux gouvernements locaux et régionaux pour le processus des ODD et d'Habitat III étaient également présents en nombre.



FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX DANS LES RAPPORTS SUR LES PROGRÈS MONDIAUX



centre multipartite dirigé par le Bureau exécutif du Secrétaire général des Nations Unies pour **catalyser des solutions et accélérer la mise en œuvre des ODD**. Il vise à favoriser des partenariats innovants et un modèle axé sur l'action pour la mise en œuvre des ODD, qui permettra aux acteurs locaux de fournir davantage de résultats à leur échelle, d'identifier et de combler les lacunes importantes et de surmonter les obstacles aux progrès.

Dans le cadre du FPHN, le Hub Local 2030 a organisé une réunion de deux jours. La réunion a créé un précédent en offrant un espace de dialogue entre l'ONU et le collectif des gouvernements locaux et régionaux dans le cadre de la mise en œuvre des ODD et des réunions annuelles du FPHN. **Berry Vrbanovic**, Maire de Kitchener et Trésorier de CGLU, a appelé la communauté internationale à favoriser la localisation des ODD, en déclarant qu'il était **urgent de renouveler les cadres de gouvernance et de partenariat de l'ONU**. Il a également souligné que tous les ODD sont pertinents pour les gouvernements locaux, et que ces derniers ne sont pas de simples exécutants de l'agenda, mais des catalyseurs de changement.

« Les gouvernements nationaux et infra-nationaux en route vers la localisation des ODD » a été présenté lors d'une session plénière sous des perspectives multipartites.

Le Forum politique de haut niveau (FPHN), la plateforme désignée pour le suivi et la révision de l'Agenda 2030, a tenu sa 5^{ème} édition en juillet à New York, édition qui devait aborder la localisation des ODD.

Le collectif des gouvernements locaux et régionaux a été présent à chacune des éditions du FPHN organisées à ce jour. À l'occasion de ce Forum 2017, le rapport « Les gouvernements nationaux et infranationaux en route vers la localisation des ODD » a été présenté lors d'une session plénière sur le point de vue des parties prenantes.

En tant que facilitateur de la Global Taskforce, CGLU est un partenaire fondateur du **Hub Local 2030**, un

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

CGLU siège au **Comité directeur du Partenariat mondial pour une coopération efficace en matière de développement** (GPEDC, par ses sigles en anglais) depuis avril 2014, avec la participation active de la Commission sur la coopération au développement et la diplomatie des villes de CGLU et de son Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités (CIB). Les gouvernements locaux travaillent également en étroite collaboration avec le CCRE, Platforma et l'AIMF sur ce sujet.

Les objectifs de cette réunion du Comité directeur étaient de convenir du programme de travail du Partenariat mondial pour 2017-2018 et des actions spécifiques concernant la mise en œuvre des priorités stratégiques pour 2017. Cette réunion a également permis de discuter de l'organisation du travail pour s'assurer de la bonne réalisation du programme de travail, de fournir des orientations et de soutenir l'approche et la feuille de route de réajustement du cadre de suivi et de définir les étapes suivantes concrètes de mobilisation des ressources.





ECOSOC

Une délégation de notre réseau, en partenariat avec d'autres membres de la Global Taskforce, ont fait part du point de vue des gouvernements locaux et régionaux à l'occasion d'une table ronde ministérielle sur les « **Étapes entreprises vers la mise en œuvre des engagements établis dans l'Agenda d'Addis-Abeba et autres résultats dans le financement du développement (FdD)** » lors du Forum ECOSOC 2017 sur le financement du développement. Elle a également plaidé en faveur d'un financement local lors d'une table ronde sur les « **ressources publiques nationales et internationales** ».

Conformément au **Programme d'action d'Addis-Abeba (AAAA)**, le deuxième Forum du FdD a passé en revue les progrès et les défis évalués par le FdD pour la mise en œuvre des résultats du FdD et la réalisation des Objectifs de développement durable. Notre présence à New York visait à favoriser l'**inclusion des gouvernements locaux et régionaux dans le processus de prise de décisions du Forum du FdD**.

FORUM SUR LES PARTENARIATS DE L'UNION EUROPÉENNE

CGLU a participé activement au **Forum sur les partenariats de l'UE 2017**, qui s'est tenu à Bruxelles en juillet. Ce forum, organisé par la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la CE, vise à renforcer et approfondir les partenariats établis avec les autorités locales et les organisations de la société civile afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle d'acteurs de la gouvernance, du plaidoyer et de la mise en œuvre.

Comptant sur la présence de plusieurs sections et partenaires de CGLU, la réunion a permis de mettre en évidence **le rôle clé des gouvernements locaux et régionaux pour la réalisation des ODD** et dans le nouveau cadre de coopération pour le développement récemment adopté pour l'UE et ses États membres.



UN SIÈGE À LA TABLE MONDIALE POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX



Au cours de l'année 2017, CGLU a poursuivi ses efforts quant à l'une de ses principales priorités : garantir un siège à la table mondiale des négociations pour les gouvernements locaux et régionaux au sein du système onusien. En avril 2017, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a nommé le Président de CGLU, Parks Tau, et la Maire de Paris et Coprésidente de CGLU, Anne Hidalgo, au Groupe d'experts indépendant chargé d'évaluer et d'améliorer l'efficacité d'ONU-Habitat après l'adoption du Nouvel agenda urbain. Ce rapport a examiné les défis rencontrés par l'ONU (ainsi qu'ONU-Habitat) pour répondre aux objectifs établis dans le Nouvel agenda urbain et l'Agenda 2030.

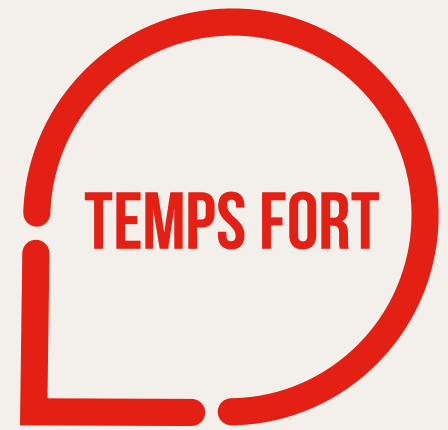
En août 2017, le Groupe a présenté son rapport final au Secrétaire général des Nations Unies. Dans ce rapport, le Groupe reconnaît que le système des Nations Unies **n'avait pas pris à sa juste mesure le « rôle fondamental » joué par les gouvernements locaux au niveau du développement urbain**. Le rapport recommandait aussi un système de gouvernance au sein duquel toutes les sphères de gouvernement, y compris les gouverne-

ments locaux et régionaux, joueraient un rôle dans le développement de politiques, en partenariat avec la société civile et d'autres acteurs. Le rapport appelait plus spécifiquement à **un rôle officiel pour un comité de gouvernements locaux dans la structure de gouvernance renouvelée d'ONU-Habitat**.

Conformément aux recommandations formulées depuis de nombreuses années par la Global Taskforce, le rapport demandait également que **l'urbanisation soit intégrée aux actions de l'ONU** à travers un nouvel organisme, **ONU-Urban**. Il soulignait également qu'une **approche territoriale** intégrée de l'urbanisation devrait briser la dichotomie artificielle entre zones urbaines et rurales.

Une délégation de dirigeant-e-s locaux et régionaux et de représentant-e-s des réseaux de la Global Taskforce a participé à la **réunion de haut niveau convoquée à New York** par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Nouvel agenda urbain et ONU-Habitat. La réunion a permis de discuter du rapport du Groupe indépendant et des prochaines étapes nécessaires pour assurer la réalisation de l'agenda au cours des prochaines décennies.

La Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux a adopté une déclaration conjointe sur le Rapport du Groupe indépendant, qui inclut les propositions citées ci-dessus, et **réitère l'appel de longue date de la Global Taskforce à une amélioration du statut gouvernemental des gouvernements locaux et régionaux au sein du système onusien, pour garantir une plus**



grande reconnaissance de leur rôle. Enfin, elle propose que la 2^{ème} Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies établisse une feuille de route claire et transparente pour achever la troisième phase du processus de suivi et d'examen, telle que définie au paragraphe 173 du Nouvel agenda urbain.

Le président de CGLU, Parks Tau a présenté le rapport du groupe interactif lors de la Réunion de haut niveau en tant que coprésident. Lors de son intervention, il a souligné le caractère

opportun de cet exercice et l'importance de garantir que l'implication des gouvernements locaux et de la société civile passe au niveau supérieur au sein de la gouvernance mondiale, en tirant les leçons des expériences déjà en cours, telles que l'le Comité Consultatif des Autorités Locales auprès des Nations Unies (UNACLA).

Les dirigeant-e-s locaux ont participé à des tables rondes interactives sur la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain et des ODD, en mettant l'accent sur le rôle joué par la collaboration

entre les Nations Unies et les différentes parties prenantes. Le même jour, les dirigeant-e-s locaux et régionaux ont assisté à un **déjeuner organisé par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson.** La conversation durant le déjeuner était conduite par le Secrétaire général adjoint, Thomas Gass, qui a souligné la nécessité d'assurer le lien entre l'agenda mondial et les actions locales. Les maires ont pu mettre en évidence les priorités liées au Nouvel agenda urbain et ont annoncé qu'ils s'engageaient à travailler en étroite collaboration avec l'ONU au sein du Forum politique de haut niveau.

La délégation a ensuite participé à **une réunion avec le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres,** au cours de laquelle les dirigeant-e-s locaux ont souligné les contributions des gouvernements locaux et régionaux à l'agenda mondial de développement durable des Nations Unies. Ils ont également exprimé leur appui sans réserve à la réalisation des agendas mondiaux. Le Secrétaire général a exprimé sa gratitude aux gouvernements locaux et régionaux et sa volonté de voir les Nations Unies explorer de nouvelles voies de collaboration avec eux, afin de réussir la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Le 4ème Forum mondial sur le développement économique, accueilli par la ville de Praia au Cap-Vert, a constitué une étape primordiale dans le domaine des contributions du développement économique local à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'édition 2017 s'est en particulier focalisée sur la mise en avant du potentiel des modèles de développement économique dans les ODD 8 et ODD 17. Près de 2 000 participants de 120 pays se sont réunis pour prendre part aux discussions de ce forum biannuel.

CGLU y a participé en tant que co-organisateur, aux côtés d'autres organisations partenaires telles que le PNUD (Programme du développement des Nations Unies), l'ORU-Fogar (Organisation des régions unies), l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et le FAMSÍ (Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale). CGLU a coordonné la Ligne thématique 3, Sous-thème 2 du programme du Forum sur les « Modèles d'urbanisation inclusifs et durable », avec plaidoyer sur l'importance du développement économique local comme fondement des économies durables et inclusives.

Dans ce cadre, CGLU a organisé un **dialogue politique** sur le développement urbain durable, modéré par le Groupe de travail de CGLU sur le développement économique local. CGLU a organisé **quatre tables rondes** sur les liens entre le développement économique local et le changement climatique, l'économie informelle, les villes intermédiaires et insulaires et la coopération Sud-Sud. CGLU a également organisé, en collaboration avec UCCI, FLACMA, Mercociudades, AL-LAS, en partenariat avec CGLU-Afrique et le PNUD, un atelier d'apprentissage sur la localisation des ODD.



GOVERNANCE DE LA MIGRATION



Bien que les compétences en matière de migrations et d'asile reviennent aux gouvernements nationaux, leur impact est local. Les gouvernements locaux et régionaux sont l'administration la plus proche à la fois dans les pays de départ et d'arrivée ; ce sont donc des acteurs clés dans les migrations et l'asile, en particulier lorsqu'il s'agit de faire de la diversité un levier de capital social et de développement économique.

La Vague d'action de CGLU sur les Migrations concentre ses efforts sur le changement de récit sur les migrations ; du fait de les considérer comme un défi à se rendre compte que les migrant-e-s d'aujourd'hui sont les citoyen-ne-s de demain, en promouvant et en mettant en avant les opportunités inhérentes à des politiques solides d'inclusion des migrant-e-s.

La Conférence mondiale « Villes et Migrations » organisée à Malines en novembre avait également pour objectif de forger un récit plus positif

sur les migrations. Cette conférence a été organisée par CGLU, ONU-Habitat et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et accueillie par le ministère fédéral belge des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et du Développement.

La conférence s'est tenue dans le cadre de la Déclaration de New York pour les réfugié-e-s et les migrant-e-s (adoptée en septembre 2016), à travers laquelle les États membres des Nations Unies se sont engagés dans un processus de négociations intergouvernementales conduisant à la rédaction d'un **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières** (GCM, selon l'acronyme anglais), qui sera adopté lors d'une conférence intergouvernementale organisée en 2018. Le **GCM entend présenter un cadre pour la coopération intégrale internationale sur les migrant-e-s et la mobilité des personnes et fixer un ensemble d'engagements pratiques, des moyens de mise en œuvre et un cadre de suivi et révision. Il offre aussi une excellence occasion d'améliorer la gouvernance abordant les enjeux et les**

opportunités associés aux migrations et la contribution des personnes migrantes au développement durable.

La conférence mondiale à Malines a servi d'événement préparatoire et a permis de faciliter les contributions des gouvernements locaux au développement du GCM, ainsi que de se pencher sur le stade de mise en œuvre des engagements du Nouvel agenda urbain touchant aux migrations.

La discussion a démontré que **la mobilité humaine (y compris les déplacements intérieurs, internationaux et forcés) augmente et concerne de plus en plus les villes**. Les autorités locales, et les villes en particulier, sont au premier plan quant à l'accueil, l'intégration et l'inclusion des migrant-e-s au niveau local et devraient donc être consultées et impliquées dans la conception et la mise en œuvre des politiques nationales et internationales liées aux migrations.

Le principal résultat de la conférence a été la **Déclaration de Malines**, qui a retranscrit la voix des gouvernements locaux et régionaux sur les villes et les migrations. Ce document sera soumis à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les migrations internationales, **Louise Arbour**, et aux co-facilitateurs.

Dans le cadre du processus de mise en œuvre du projet MC2CM, **CGLU a accompagné la mise en œuvre des projets pilote**, en renforçant les capacités des autorités locales à faire face à la réalité des migrations et l'inclusion des migrant-e-s. CGLU continuera de promouvoir l'action de ses membres en lien avec la mise en œuvre des ODD et l'inclusion des migrant-e-s pour contribuer à la réalisation des objectifs du développement durable.

2

SUIVI ET RAPPORTS

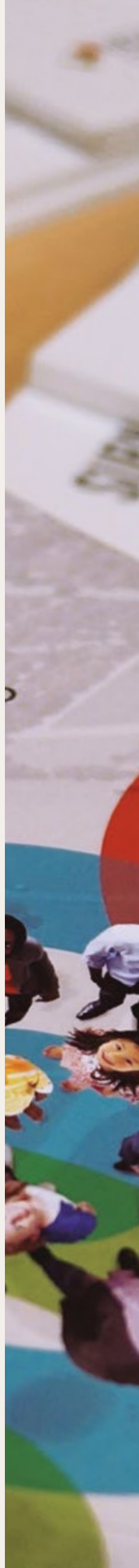
En 2017, CGLU a développé un solide mécanisme de suivi et de production de rapports sur la mise en œuvre des agendas mondiaux de développement, soutenu par sa publication phare, le Rapport GOLD.

L'Observatoire mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD) de CGLU et l'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux ont entrepris de développer le cadre de l'organisation pour les activités de suivi et de présentation de rapports sur les nouveaux agendas mondiaux de développement et la mise en œuvre des ODD et des objectifs mondiaux.

Les Observatoires s'appuient sur les résultats de leurs publications phares - les quatre Rapports GOLD et la publication « Les gouvernements infranationaux dans le monde - Structure et

finances ». Ils comptent sur des partenariats de longue date avec des agences des Nations Unies, des institutions internationales et des partenaires de la société civile, du monde universitaire et de la communauté internationale, comme ONU-Habitat, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Cities Alliance, entre autres.

GOLD a défini une stratégie de recherche diversifiée qui, d'une part, plaide en faveur de la centralité et de la visibilité des gouvernements locaux et régionaux dans le processus de suivi mondial et, d'autre part, prépare le prochain rapport GOLD qui sera lancé en 2019.





Le premier « **rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN de 2017 - Les gouvernements nationaux et infranationaux sur la route de la localisation des ODD** » a été présenté par CGLU au Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (FPHN), au titre de sa contribution à la Global Taskforce. Le rapport recueille des informations et des connaissances de première main directement auprès des gouvernements locaux et régionaux dans plus de 30 pays. Il complète les analyses de l'ONU en fournissant une perspective locale et une évaluation menée par les autorités locales.

En partenariat avec l'OCDE, CGLU a mis en place un Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux. Cette collaboration devrait fournir un aperçu significatif des recherches de GOLD sur les finances locales. **L'Observatoire suit l'évolution des capacités financières des gouvernements infranationaux et leur rôle en tant que partenaires au développement** (c'est-à-dire, la mise en œuvre du paragraphe 34 du Programme d'action d'Addis-Abeba). CGLU démarrera également une collaboration institutionnelle avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

Les recherches dans le cadre de l'Observatoire mondial contribuent encore davantage à l'élaboration de politiques en lien avec le **Droit au logement**. Une réunion internationale d'expert-e-s sur le droit au logement a été organisée à Barcelone ; elle a permis d'établir une feuille de route sur le logement sur 18 mois, qui contribuera au rapport 2018 du FPHN (qui évaluera l'ODD 11 sur les villes) et à GOLD V en 2019, en tant que question transversale essentielle pour les gouvernements locaux et régionaux du monde entier.

CONSTATS SUR LE SUIVI DES ODD

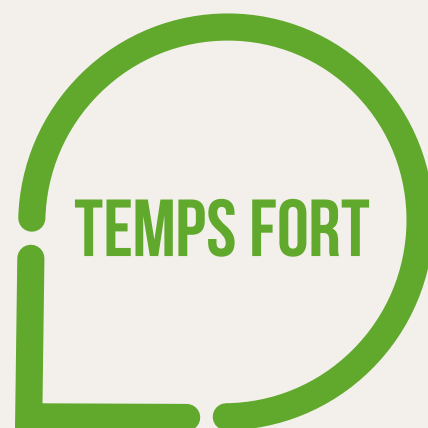


Le suivi et la présentation de rapports sur les ODD sont entrepris à l'international directement par les agences des Nations Unies et les gouvernements nationaux à travers un système de rapports volontaires présentés au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN).

En tant que plateforme centrale de l'ONU pour le suivi de l'Agenda 2030, le FPHN est un espace vital pour que les gouvernements locaux et régionaux puissent démontrer l'importance d'avoir un leadership local fort et engagé pour la réalisation des ODD.

Dans le cadre de ses travaux actuels sur la localisation des ODD, **CGLU contribue aux cycles d'évaluation annuels du FPHN, avec des rapports sur la mise en œuvre des priorités des gouvernements locaux et régionaux.**

Une délégation de gouvernements locaux et régionaux représentant la Global Taskforce s'est rendue au 5ème FPHN à New York en juillet, afin de présenter les conclusions du rapport « Les gouvernements nationaux et infranationaux en route vers la localisation des ODD ». Ce rapport analyse le rôle des gouvernements locaux et régionaux au niveau de la mise en œuvre et du suivi des ODD. Il s'agit d'une contribution de CGLU à la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux.



Le rapport se fonde sur des **informations de première main** recueillies par CGLU auprès des membres de gouvernements locaux et régionaux dans plus de 30 pays, complétées par une analyse des **63 revues nationales volontaires (VNR, selon l'acronyme anglais)** et des « principaux messages » présentés jusqu'ici par les autorités nationales.



Le rapport montre que, dans la majorité des pays qui ont présenté un rapport au FPHN, les gouvernements locaux et régionaux sont responsables des principaux domaines politiques liés à la réalisation des ODD 1, 2, 3, 5, 9 et 14. Il démontre également comment les gouvernements infranationaux prennent des mesures pour localiser les ODD au moyen de politiques multidimensionnelles, territorialisées et favorables aux plus démunis.

Le rapport met en évidence concrètement des pratiques réussies de localisation à l'échelle nationale et réaffirme la **nécessité de réformes en matière de décentralisation et de financement** dans de nombreux pays afin de créer un environnement favorable pour les gouvernements locaux et régionaux. Il souligne également le rôle joué par les **associations de gouvernements locaux** dans la sensibilisation aux ODD auprès de leurs membres, et dans la création d'opportunités d'apprentissage par les pairs sur les ODD.

Le rapport fait valoir que si l'on ne prévoit pas un espace au FPHN pour présenter des rapports au niveau local, on n'exploite pas le potentiel des gouvernements locaux et régionaux pour la réalisation des ODD. Il souligne que les gouvernements locaux et régionaux ont participé à 57 % des VNR au cours de ce cycle du FPHN et il demande que des efforts plus importants soient consentis pour les impliquer dans le processus des VNR et dans de nouveaux cadres institutionnels pour la mise en œuvre et le suivi des ODD.



Suite à la réception positive de ce rapport, CGLU rassemble les contributions de ses membres pour les présenter lors de la prochaine session du Forum politique de haut niveau. La session se concentrera sur le suivi des ODD 6, 7, 12, 15 et 17, ainsi que sur l'ODD 11 pour des villes et des établissements humains durables, qui présente un intérêt tout particulier pour le collectif des gouvernements locaux et régionaux.

3

APPRENTISSAGE

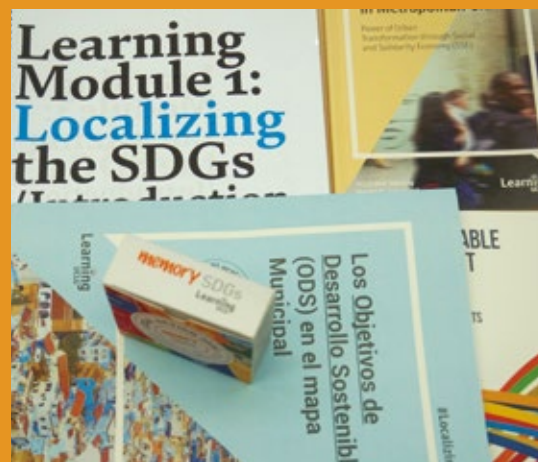
CGLU a accru ses capacités à devenir un réseau d'apprentissage, en soutenant la mise en œuvre des priorités locales et régionales dans le cadre des agendas mondiaux de développement.

Le mandat stratégique de CGLU est de soutenir l'apprentissage de ses membres et de promouvoir une coopération décentralisée et les échanges entre pairs parmi les gouvernements régionaux et locaux et leurs associations.

Fournir aux gouvernements locaux et régionaux les outils pour renforcer leurs capacités et améliorer la gestion et le développement local est l'une des façons d'honorer ce mandat. Alors que nous progressons vers la mise en œuvre de l'Agenda 2030, l'expérience sur le terrain des membres de CGLU sera déterminante pour atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale.



L'AGENDA D'APPRENTISSAGE



L'un des points les plus importants de l'Agenda d'apprentissage ces dernières années a été de « former les formateurs » à la localisation des Objectifs du Développement Durable (ODD). À la fin de 2017, plus de 250 personnes ont participé aux sessions d'apprentissage et 90 nouveaux formateurs aideront le réseau à élargir sa stratégie à davantage de personnes.

Toujours dans le souci d'apporter une expérience pratique dans la localisation des ODD, la **Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux (GTF)**, facilitée par CGLU, aux côtés du PNUD et d'ONU-Habitat, a **élaboré une boîte à outils pour la localisation des ODD** avec pour but de fournir des informations sur les ODD aux gouvernements locaux et régionaux, et à leurs organisations ou réseaux, et les doter d'une série de stratégies, compétences et savoirs pour les localiser. Cette boîte à outils a été essentielle dans le développement de leçons d'apprentissage, qui encouragent le travail participatif en groupe, mais aussi dans la promotion de l'échange d'idées entre gouvernements locaux et régionaux, en progressant vers la mise en œuvre des agendas mondiaux sur chaque territoire.

Pour aller encore au-delà de cette campagne réussie jusqu'ici, CGLU explore actuellement la possibilité d'engager l'intégralité du réseau dans des actions assorties de durées définies, autour de thématiques spécifiques. Ce nouveau format de collaboration, défini comme « Vague d'action de CGLU », vise à établir une conversation globale et d'influence en synchronisant les activités entreprises par les composantes des réseaux.

PUBLICATIONS

RESSOURCES ET OUTILS

Parmi les publications de CGLU cette année : un rapport sur l'événement d'apprentissage par les pairs du projet MC2CM organisé à Lisbonne sur la cohésion sociale et le dialogue interculturel et interreligieux ; un Guide pour la localisation des ODD à destination des formateurs ; une Feuille de route pour la localisation des ODD : mise en œuvre et suivi à l'échelle infranationale pour les gouvernements locaux et régionaux, leurs associations et réseaux ; un jeu de cartes mémoire des ODD à destination de tous les publics.

Ces documents sont disponibles en anglais et le seront en espagnol/français très prochainement. Au Brésil, la Confédération nationale des municipalités (CNM) a permis de produire la version en portugais de la Feuille de route pour la localisation des ODD : mise en œuvre et suivi à l'échelle infranationale.



APPRENTISSAGE SUR LES MIGRATIONS ET LA COHÉSION TERRITORIALE

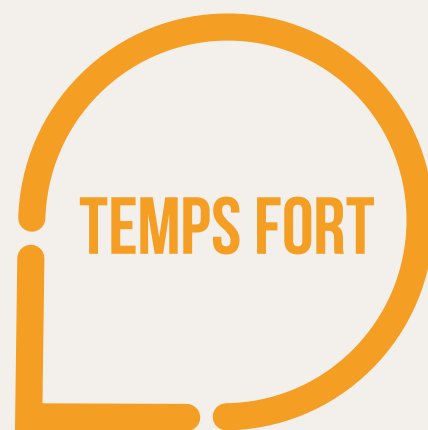
Les flux migratoires intérieurs et internationaux dans la région Méditerranée ont un impact direct et durable sur les villes, car elles constituent souvent la destination de la population migrante. Afin de faire face aux défis et opportunités qu'apporte la migration, **les gouvernements locaux ont besoin de capacités au niveau de la gouvernance des migrations, notamment en termes d'accès aux droits et aux services.**

Le Projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) vise à améliorer la gouvernance de la migration au niveau local et à promouvoir l'intégration des migrant-e-s dans les villes d'Europe et du sud de la Méditerranée, en mettant particulièrement l'accent sur une approche fondée sur le respect des droits humains. Cette initiative est menée par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), en partenariat avec CGLU et ONU-Habitat. Le projet implique le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) et est cofinancé par la CE et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC). Les villes participantes sont : Amman, Beyrouth, Lisbonne, Lyon, Madrid, Tanger, Tunis, Turin et Vienne.

À travers ces sessions d'apprentissage en 2017, le projet a permis d'aborder le potentiel social et économique des migrant-e-s, en soulignant en parallèle les capacités dont ont besoin les gouvernements locaux et régionaux dans le domaine de la gouvernance des migrations, en particulier en termes de l'accès des migrant-e-s aux services et l'exercice de leurs droits.

Afin de tirer parti du cycle entier d'événements d'apprentissage organisés dans le cadre du projet MC2CM (sept au total), une conférence de haut niveau s'est tenue à Beyrouth. L'événement a rassemblé des villes, des gouvernements nationaux, des bailleurs de fonds, des organisations internationales et autres parties prenantes, afin de **partager leurs expériences et leurs apprentissages, de présenter des recommandations politiques clés et d'explorer les possibilités de suivi au niveau méditerranéen. La conférence a amorcé la deuxième phase du projet MC2CM.**

FORMATION DES FORMATEURS SUR LA LOCALISATION DES ODD

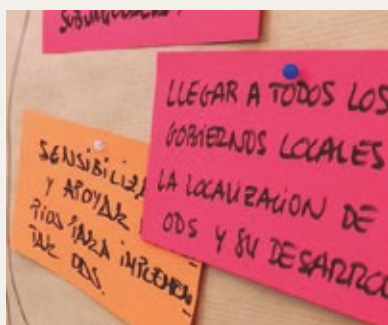


pratiques locales pour souligner la façon dont les GLR contribuent à la localisation des ODD, en s'assurant que les formateurs apprennent des mécanismes de facilitation et modération, ainsi que le maniement d'outils fondamentaux à la production de savoirs collectifs. L'environnement collaboratif de l'atelier donne naissance à des propositions d'apprentissage qui sont adaptées à chaque contexte et renforcent les capacités des membres.

Ces propositions peuvent en outre devenir des leviers de la dynamisation du réseau et de la production de connaissances. Ce type de session d'apprentissage permet de mieux comprendre et identifier les synergies entre les gouvernements locaux et régionaux, les autres parties prenantes et les agendas mondiaux et locaux. Cet apprentissage, outre le partage des connaissances, permet aux participants de faire part de leurs préoccupations et d'expliquer à leurs pairs du réseau de CGLU comment ils y font face.

En formant les formateurs, l'étendue des membres impliqués dans le processus de localisation s'élargit, permettant ainsi à davantage de membres de CGLU de gagner en expérience et de communiquer les messages clés en lien avec cet important processus politique.

Pour CGLU, « localiser » n'est pas synonyme de parachuter des objectifs mondiaux dans des contextes locaux. Il s'agit plutôt de mettre en œuvre des agendas locaux dans les villes et les territoires pour réaliser les objectifs mondiaux. Plus qu'un processus technique, la localisation est un processus politique basé sur l'exploitation des opportunités, des priorités et des idées locales.

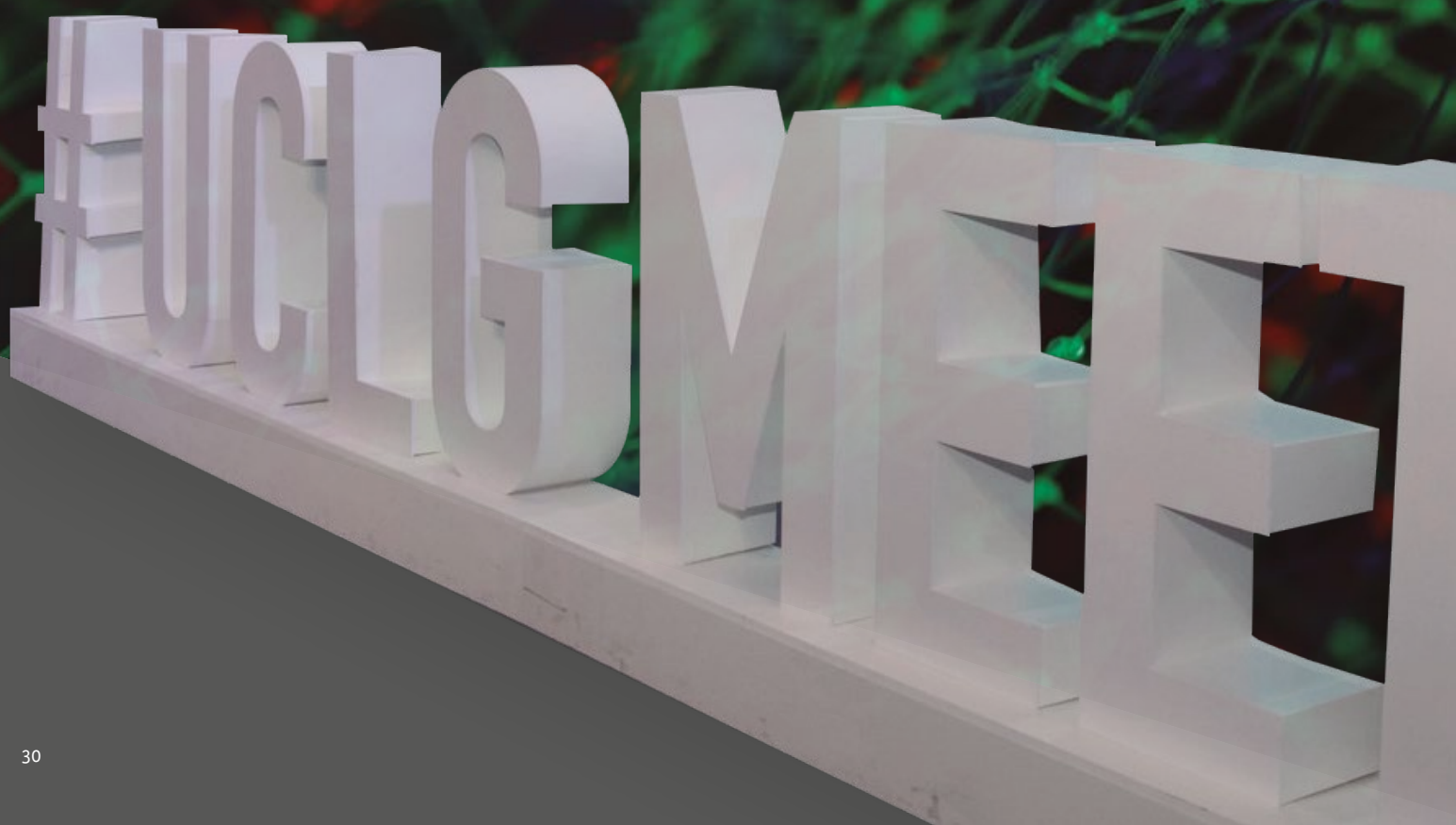



Dans l'esprit de renforcer les capacités et l'autonomie des gouvernements locaux et régionaux, et dans le cadre des initiatives d'apprentissage en lien avec la localisation des ODD, CGLU et ses différents partenaires ont développé différentes sessions de formation des formateurs sur la localisation des ODD.

Ces sessions se focalisent sur la préparation et l'usage des méthodologies d'apprentissage et explorent les

4

RENFORCEMENT DU RÉSEAU





Des efforts particuliers ont été déployés en 2017 pour améliorer les campagnes de sensibilisation, diffuser les connaissances, améliorer les formats de collaboration et de communication et accroître notre présence dans les réseaux sociaux.

LE SÉMINAIRE ANNUEL 2017 DE CGLU S'EST CONCENTRÉ SUR L'ÉLABORATION DES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'ORGANISATION, ET A TENU UNE SÉANCE SPÉCIALE SUR LES NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION

Dans le but de se concentrer sur la mise en œuvre des agendas mondiaux et d'étendre le travail du réseau, CGLU organisera des actions sous la forme de vagues d'action.

La Présidence de CGLU s'est réunie pour la première fois depuis son élection au Congrès mondial de CGLU à Bogotá en octobre 2016. Lors du Bureau Exécutif à Madrid, les Mécanismes de Consultation Politique et de Développement de CGLU ont été créés et ensuite approuvés par le Conseil Mondial à Hangzhou, dans le cadre des priorités de CGLU dans le but d'améliorer l'appropriation politique et la participation politique au sein du réseau, ainsi que le partage des connaissances entre les membres de CGLU.

CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

OUTILS DE COMMUNICATION ET STRATÉGIES DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

Tout au long de 2017, différentes campagnes ont été lancées avec pour but de promouvoir et renforcer le rôle des gouvernements locaux et régionaux sur la scène internationale. Les réseaux sociaux ont été essentiels pour accroître la visibilité de ces campagnes et les compléter.

Les campagnes #Local4Action et #Regions4Action ont été initiées en 2017, à l'image de l'initiative #Listen2Cities, une campagne lancée par la Global Taskforce et soutenue par CGLU. Ces campagnes ont mis en valeur le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la localisation des ODD et du Nouvel agenda urbain.



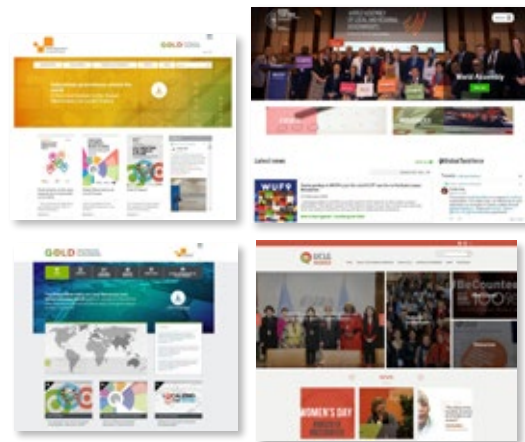


Les données concernant la représentation des femmes au sein des gouvernements locaux et régionaux sont rares, et CGLU estime qu'environ 20 % des conseillers municipaux et 5 % seulement des Maires sont des femmes. C'est la raison pour laquelle #BeCounted a été lancée par notre collectif à New York lors de la 61^{ème} Commission de la condition de la femme (CSW) pour obtenir de meilleures données sur l'égalité des genres dans les gouvernements locaux et ainsi piloter la réalisation de l'ODD 5. Véritable événement inter-plateformes, cette campagne a vu de nombreux articles dans la presse écrite et sur les médias en ligne signés par les femmes Maires du monde entier, avec une forte présence sur les réseaux sociaux (surtout sur Twitter) afin d'engager et rallier les membres.

Le bien-fondé des campagnes susmentionnées a conduit CGLU à accroître sa présence sur Facebook et Twitter, avec plus de 3500 nouveaux abonnés, ce qui légitime notre focalisation sur les questions stratégiques telles que le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la localisation et la prestation de services publics.

L'organisation a procédé à la refonte de deux sites

Internet : la page d'accueil de CGLU et les nouvelles pages récemment établies pour les mécanismes de consultation et de synchronisation (conseils politiques et vagues d'action) ; et le site GOLD. Trois tout nouveaux sites Internet ont été créés : un site pour la Global Taskforce facilitée par CGLU ; un autre pour la Commission permanente sur l'égalité des genres ; et le dernier consacré à l'Observatoire mondial sur les finances et les investissements des gouvernements infranationaux.



Douze newsletters mensuelles ont été envoyées à notre vaste réseau de contacts. Ces newsletters comprenaient des informations et des mises à jour régulières intéressantes pour les gouvernements locaux et régionaux et des informations rassemblées par le Secrétariat mondial de CGLU, les Sections, les Commissions et les Groupes de travail, ainsi que les membres.

Grâce à des outils de campagne spécifiques, plus de 10 newsletters spécifiques ont été massivement envoyés pour promouvoir le **2^{ème} Sommet Culture de CGLU**, informer au sujet du **Bureau exécutif de CGLU à Madrid** et du **Conseil mondial de CGLU à Hangzhou**.

RÉSEAUX SOCIAUX ET SITE WEB



Twitter

FOLLOWERS SUR TWITTER

2017	19.621
2016	14.567

↑ AUGMENTATION **5.054 followers**

PAR PAYS

Etats-Unis	15%	Canada	5%
Espagne	11%	Colombie	4%
Royaume-Uni	8%	Afrique du Sud	4%
Mexique	6%	Inde	3%
France	5%	Belgique	3%



Facebook

FANS

2017	4.666
2016	3.655

↑ AUGMENTATION **1.011 fans**

PAR PAYS

Mexique	338	Maroc	206
Espagne	321	Argentine	195
Brazil	300	Italie	176
France	248	Colombie	172
États-Unis	238	Canada	122



Youtube

NOMBRE DE VIDÉOS VISIONNÉES

2017	26.603
2016	15.243

↑ AUGMENTATION **11.360 vues (+74,53%)**

NOMBRE DE VIDÉOS PARTAGÉS

2017	725
2016	314

↑ AUGMENTATION **411 partages (+130,89%)**

VISIONNÉS PAR PAYS

Espagne	3.469 (13,0%)	Mexique	1.050 (3,9%)
Colombie	1.474 (5,5%)	Inde	907 (3,4%)
Etats-Unis	1.409 (5,3%)	Philippines	753 (2,8%)
Maroc	1.288 (4,8%)	Royaume-Uni	686 (2,6%)
France	1.218 (4,6%)	Indonésie	653 (2,5%)



www.uclg.org

NOMBRE DE VISTES PAR PAGE

2017	496.882
2016	339.079

↑ AUGMENTATION **157.803 visites**

PAR LANGUE



PAR PAYS

Espagne	9,95%	Inde	3,66%
États-Unis	7,40%	Colombie	3,62%
France	6,25%	Peru	3,51%
Mexique	5,45%	Royaume-Uni	2,90%
Argentine	4,11%	Corée du Sud	2,65%

PUBLICATIONS

1. Institutionnel



Rapport annuel 2016



Rapport de la 3ème édition du séminaire & campus 2017
(Disponible en anglais)



2016-2022
UCLG Strategic Priorities

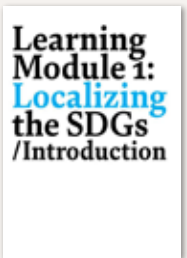
2. Agenda Global



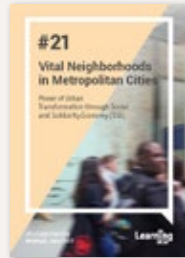
Cherchez, ressentez et partagez votre pratique urbaine dans les réseaux
(Disponible en anglais)



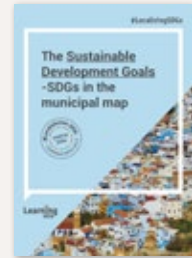
Les gouvernements infranationaux dans le monde: Structure et financement
(Disponible en anglais)



Module 1 d'apprentissage: Localiser les ODD - Introduction
(Disponible en anglais)



Vitalité des quartiers dans les villes métropolitaines
(Disponible en anglais)



Les objectifs du développement durable sur la carte municipale
(Disponible en anglais et espagnol)



Revitaliser le patrimoine culturel
(Disponible en anglais)



Plan Base: Un outil de planification inclusive pour les villes intermédiaires
(Disponible en anglais et espagnol)

3. Global Taskforce



Les gouvernements nationaux et infranationaux sur la voie de la localisation des ODD



Nos accomplissements Habitat III
(Disponible en anglais)

3. Commissions et Groupes de travail



Suivi, Evaluation et pratiques d'apprentissage des associations gouvernements locaux



Ville intelligentes rapport 2017
(Disponible en anglais et espagnol)



Cohésion sociale et dialogue interreligieux : Le rôle des gouvernements locaux dans les politiques publiques d'inclusion sociale des migrants
(Disponible en anglais)

GÉNÉRER DES SYNERGIES AU SEIN DU RÉSEAU



CONTRIBUTION DANS LES MÉDIAS

CGLU a contribué à différents **journaux et blogs numériques**. CGLU a publié neuf articles signés par différents maires et membres du personnel, et a contribué à la collaboration et / ou à la diffusion de cinq articles publiés dans des médias papier.

CGLU a publié quatre articles dans le magazine **Ciudad Sostenible** et le bulletin **Andalucía Solidaria** sur l'espace public, les actions locales pour relever les défis mondiaux et obtenir un siège à la table des négociations mondiales pour les gouvernements locaux. Dans le cadre de la campagne **#BeCounted**, trois éditoriaux ont été publiés pour donner de la visibilité à la campagne pour la participation des femmes dans les gouvernements locaux. D'autres articles sur cette campagne ont été publiés grâce aux communiqués de presse de CGLU sur **Citiscopie**, **EuropaPress** et **EFE**. Un article a été publié par CGLU et son **Groupe de travail CIB** sur Citiscopie sur le processus d'examen des ODD. Un article a été publié sur le hub de l'IIDD, sur le rapport au **FPHN de 2017**. DeLOG a publié un article sur le président de CGLU, Parks Tau. Un article a également été publié par l'équipe d'apprentissage du Secrétariat mondial de CGLU sur les villes et la technologie.

SÉMINAIRE ET CAMPUS DE CGLU

La mise en place du Séminaire CGLU en tant que mécanisme de consultation annuel a joué un rôle clé pour **renforcer le sentiment d'appropriation et de cohésion parmi le réseau**. La troisième édition du Séminaire a été la plus importante à ce jour, réunissant 188 participants de tous les continents, y compris la Présidence de l'Organisation mondiale, le personnel technique des Sections et des Commissions de CGLU et 45 représentant-e-s des partenaires de CGLU, notamment de la Global Taskforce.

L'agenda en 2017 était axé sur le **développement des priorités stratégiques de CGLU** au fur et à mesure que les grands agendas mondiaux de développement, notamment les ODD et le Nouvel agenda urbain, passaient à leurs phases de mise en œuvre et de suivi. Le Séminaire a également abordé le lien entre le travail d'apprentissage et le plan de travail global de l'organisation, la contribution des Observatoires CGLU au suivi des agendas mondiaux, et les synergies et les actions communes de communication et de sensibilisation. Une sous-section spécifique fournit des informations sur les collaborations élargies avec les sections et les partenariats multilatéraux.



NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION



Le Séminaire annuel de CGLU 2017 comprenait une session spéciale sur les nouvelles formes de collaboration. Profitant de la présence de membres actifs et de partenaires à Barcelone, la session a permis d'échanger des informations essentielles et a fourni à chaque participant une vision plus complète des activités en cours au sein du vaste réseau de CGLU.

Comme principal résultat de la session, un calendrier présentant les événements les plus importants pour le réseau dans son ensemble a été élaboré conjointement avec les Sections, les Commissions et les membres afin d'aider à la coordination du travail de communication.

Dans la volonté de se centrer sur la mise en œuvre des agendas mondiaux et sur l'amplification du travail du réseau, CGLU organisera des vagues d'actions, qui ont été présentées lors du Séminaire et Campus 2017 à Barcelone.

Les vagues d'action sont composées d'une série d'actions coordonnées pendant une période allant de six à dix-huit mois, impliquant différentes parties du réseau. Chaque vague se centrera sur une priorité politique et impliquera une action dans au moins trois des quatre priorités stratégiques de CGLU, à savoir : plaidoyer, apprentissage, suivi et mise en œuvre. Les Vagues doivent être coordonnées à l'aide des outils de communication existants, tels que les listes de diffusion par email.

GOUVERNANCE DE L'ORGANISATION

LES VAGUES D'ACTION DE CGLU POUR 2017-2019

VAGUE D'ACTION SUR LE DROIT AU LOGEMENT

Avec pour slogan « le logement est un droit et non une marchandise », CGLU mène un combat pour défendre le droit au logement dans le cadre du Droit à la ville, aux côtés de différents acteurs. CGLU est également impliquée activement dans la campagne « Make The Shift », un mouvement lancé par la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement adéquat, en partenariat avec le Haut-commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU. Le mouvement cherche à mobiliser un grand éventail d'acteurs afin d'impulser un changement et envisager enfin le logement comme un droit humain.



VAGUE D'ACTION SUR LES MIGRATIONS

Concernant les migrations, l'idée est de changer le regard négatif qui est posé sur elles et le discours les qualifiant d'« invasions » et démontrer les aspects positifs qu'ont les migrations à travers un travail commun entre le Secrétariat mondial, les sections et les commissions. Le slogan de cette Vague d'action est « Tous migrants, tous citoyens ».



RÉUNION DE LA PRÉSIDENTIE DE CGLU À BARCELONE

Dans le cadre du Séminaire annuel de CGLU à Barcelone en février, la **Présidence de CGLU** s'est réunie pour la première fois depuis son élection au Congrès mondial à Bogotà en octobre 2016.

La nouvelle équipe présidentielle, avec notamment la vice-présidence représentant les Sections de CGLU, a d'abord rencontré les représentant-e-s d'organisations internationales, notamment l'OCDE, la CE et le Bureau exécutif du Secrétaire général des Nations Unies. Lors de la seconde partie de la réunion, à huis-clos, la Présidence s'est concentrée sur les **priorités stratégiques de CGLU (2016-2022) ainsi que sur le renouvellement des mécanismes politiques du réseau.**

BUREAU EXÉCUTIF DE CGLU À MADRID

Le Bureau exécutif se charge de formuler des propositions et d'appliquer les décisions du Conseil mondial. Il est responsable de la gestion administrative et financière de l'Organisation mondiale. Composé de 116 membres, il se réunit deux fois par an et réunit généralement 200 participants environ.

Le Bureau exécutif de CGLU s'est réuni à Madrid les 18 et 19 avril 2017, à l'invitation de la maire de la ville, Manuela Carmena. Au cours de la réunion, des villes et des territoires du monde entier ont analysé leurs priorités stratégiques pour la mise en œuvre des agendas mondiaux.

La réunion s'est tenue en parallèle du Forum mondial sur la violence urbaine et l'éducation pour la vie en société et la paix, organisé par les villes de Madrid, Paris et Barcelone, CGLU, UCCI, AIPAZ et les agences des Nations Unies. Le forum a servi de point de rencontre aux dirigeants locaux, aux organisations et réseaux internationaux, aux universitaires, aux ONG et aux acteurs de la société civile. Il a permis d'ouvrir un **processus conjoint de discussion, de réflexion et de développement de solutions qui favorisent des environnements urbains capables d'éliminer les expressions de la violence.**



Le Bureau exécutif a également approuvé l'établissement de **Conseils politiques**. Ces derniers, avec les commissions, les groupes de travail, les communautés de pratiques et les forums constituent les mécanismes d'élaboration de politiques et de consultation qui manœuvreront les priorités stratégiques 2016-2022 de CGLU et le programme de travail pour développer les recommandations politiques, accroître l'appropriation de politiques et renouveler l'implication d'un groupe plus élargi de dirigeant-e-s politiques dans la vie active de l'organisation, au-delà de la Présidence.

Le Bureau exécutif de CGLU réuni à Madrid a adopté une **Déclaration politique sur les gouvernements**

locaux et un développement efficace. Ce document s'appuie sur les consultations et les enquêtes menées par le Groupe de travail CIB de CGLU sur l'implication des associations de gouvernements locaux dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des stratégies nationales de développement. Il servira de contribution au travail réalisé pour le **Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement** (GPEDC, par ses sigles en anglais) et sera utilisé dans les activités de plaidoyer de CGLU et de ses membres concernant le suivi et l'examen des agendas internationaux.



CONSEIL MONDIAL ET BUREAU EXÉCUTIF DE CGLU À HANGZHOU

Le Conseil mondial est le principal organe d'élaboration des politiques de l'Organisation mondiale. Il adopte les orientations de l'Organisation mondiale et veille à la mise en œuvre des grandes orientations décidées par l'Assemblée générale. Le Conseil mondial 2017 de CGLU a réuni plus de 400 élu-e-s locaux et praticien-ne-s, du 6 au 9 décembre 2017 à Hangzhou, en Chine.

Le Bureau exécutif présidé par le **Président de CGLU, Parks Tau**, et le Trésorier de CGLU **Berry Vrbanovic**, a nommé **Emilia Saiz** au poste de **Secrétaire générale** de l'Organisation mondiale, à la suite d'un processus de recrutement international entamé au début d'année.

Le Conseil mondial de Hangzhou a ratifié les priorités stratégiques pour 2018-2022, lesquelles avaient été avancées par le Bureau exécutif de CGLU. Elles visent à accroître la capacité de CGLU à continuer de faciliter la représentation des gouvernements locaux et régionaux, consolider le réseau d'apprentissage et s'assurer que la perspective des gouvernements locaux et régionaux et leur expérience sont incluses dans le suivi de la mise en œuvre des agendas mondiaux du développement.

Le Plan de travail 2018, élaboré à partir des priorités stratégiques de CGLU et structuré autour de six principaux domaines, a été approuvé lors du Conseil mondial. La mise en œuvre des agendas mondiaux et la réalisation des objectifs mondiaux ne pourront se faire sans les gouvernements locaux et régionaux. L'objectif est donc de devenir plus proactifs cette année, et d'aider les gouvernements locaux et régionaux à piloter la mise en œuvre des agendas mondiaux ainsi qu'accroître leur présence au sein du processus de prise de décision.

Conformément à la volonté de renforcer ces priorités et en s'appuyant sur la stratégie de mise en œuvre de partenariats, **CGLU a soumis une proposition d'action pour la prochaine phase de mise en œuvre du Partenariat Stratégique avec l'Union européenne**, qui cherche à s'adapter au nouveau contexte international en localisant l'agenda mondial. Étant donnée l'importance de la question de la localisation des ODD pour notre collectif, une session intitulée « CGLU et la localisation des ODD » a apporté aux membres des mises à jour sur le processus de localisation et une présentation du Local4Action Hub.

Le Conseil mondial a en outre ratifié la structure renouvelée des mécanismes de consultation et les priorités stratégiques avancées lors du Bureau exécutif de Madrid, et a convenu d'établir les Vagues d'action, avec d'importantes décisions qui devront être prises concernant le logement et la réélaboration du récit mondial sur la question des migrations.

LES MÉCANISMES D'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE CONSULTATION DE CGLU

Lors du Bureau exécutif de Madrid, la création des Mécanismes d'élaboration de politiques et de consultation de CGLU a été approuvée. Ces mécanismes sont mandatés par le Conseil mondial, dans le cadre des priorités et du programme de travail de CGLU, afin d'améliorer l'appropriation des politiques et la participation des élu-e-s, de faciliter le travail en réseau et de soutenir les activités de partage de connaissances entre les membres de CGLU, sur des thèmes spécifiques que l'Organisation mondiale considère comme prioritaires dans son agenda international.

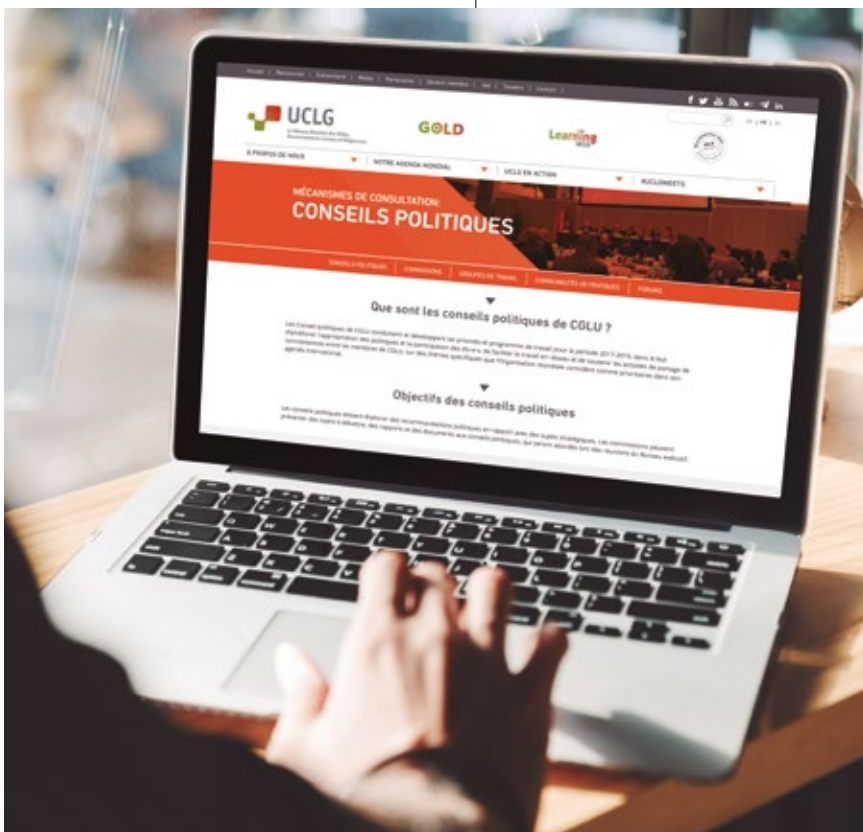
Les Conseils politiques fonctionneront au sein d'une structure renouvelée de mécanismes de consultation - Commissions, Groupes de travail, Forums et Communautés de pratiques - ratifiés par le Conseil mondial de CGLU à Hangzhou au mois de décembre. Ces mécanismes, tout en assurant des débats politiques consolidés, des discussions transversales et un sentiment d'appropriation, visent également à préserver l'implication de tous les membres actifs qui ont apporté des contributions importantes au réseau au fil des ans.

COMMISSIONS

Une commission de CGLU est un groupe constitué de membres gouvernements locaux, représentés par des politiques qui se réunissent pour travailler sur un domaine politique spécifique. Les commissions disposent d'un secrétariat dédié et d'un groupe de membres en provenance de toutes les sections de l'organisation. Elles doivent rendre des comptes au Conseil mondial, en étroite coordination avec les conseils politiques. Il y a actuellement quatre commissions :

- **CULTURE**
- **INCLUSION SOCIALE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS**
- **PLANIFICATION STRATÉGIQUE URBAINE**
- **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL ET SOCIAL**

Les commissions élaborent des documents d'information dans des domaines politiques spécifiques, qui peuvent servir de base aux positions politiques formelles adoptées ultérieurement par les instances statutaires de l'organisation mondiale. Ces politiques doivent être intégrées dans les domaines thématiques définis par le Bureau exécutif et dans le cadre des priorités stratégiques pour la période en cours. Les commissions peuvent en outre convoquer des réunions entre les membres et promouvoir des programmes de mise en œuvre liés à leur domaine politique. Les résultats de leurs travaux seront présentés aux conseils politiques de CGLU, puis ultérieurement au Bureau exécutif de CGLU et/ou au Conseil mondial.



GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail mettent en œuvre des actions conjointes et soutiennent l'application d'éléments spécifiques du programme général de CGLU. Les activités et les rapports des groupes de travail sont inclus dans le plan de travail général de CGLU et dans le rapport d'activités présenté au Conseil mondial.

Ils rassemblent des technicien-ne-s et des praticien-ne-s dotés de compétences et d'une expertise spécifiques, mobilisés sur les thèmes et projets précis. Les membres gouvernements locaux des groupes de travail peuvent être représentés par des conseiller-ère-s - avec ou sans mandat politique. Les activités des groupes de travail seront suivies par un-e représentant-e politique membre d'un conseil politique. Les groupes de travail permanents sont basés autour du :

- **RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DES CAPACITÉS**
- **PRÉVENTION ET GESTION TERRITORIALE DES CRISES**

COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE

Une communauté de pratiques est un groupe constitué de gouvernements locaux membres de CGLU, représenté par une équipe technique et des praticien-ne-s. Elle se constitue à l'initiative d'un-e membre de CGLU, autour d'un thème spécifique. Les Communautés de pratiques peuvent convoquer des réunions d'apprentissage, suggérer des études et programmes, et fournir des informations sur différentes thématiques. Chaque Communauté de pratiques contribue à différentes priorités stratégiques du réseau - mise en œuvre, plaidoyer, suivi, apprentissage et renforcement du réseau CGLU - et peut élaborer un travail de terrain pour les Commissions ou les Conseils politiques en étroite collaboration avec le Secrétariat mondial. Les 6 Communautés de pratiques de CGLU se concentrent sur les thématiques suivantes :

- **INNOVATION URBAINE**
- **MOBILITÉ**
- **ÉCONOMIE SOCIALE**
- **SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**
- **TRANSPARENCE**
- **VILLES NUMÉRIQUES**

Les Communautés de pratiques sont l'une des dernières nouveautés des mécanismes de consultation de CGLU et ont donc présenté leurs plans de travail à la réunion du Conseil mondial à Hangzhou.

La **Communauté de pratiques sur l'Innovation urbaine** et celle sur les **Villes numériques** ont été toutes deux actives tout au long de 2017. La première, sous un angle de partage des **enseignements tirés de l'expérience dans l'innovation urbaine** et la seconde a contribué au développement de nouvelles technologies comme instruments pour parvenir à des villes plus durables et compétitives.

Pour 2018, la **Communauté de pratiques sur l'Innovation urbaine** se concentrera sur son travail étroit avec le Secrétariat du Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine à l'occasion de la 4ème édition du prix. Ce travail comprend des déplacements pour visiter les villes candidates et le plaidoyer pour le rôle des villes dans la l'établissement d'un lien entre l'innovation et les agendas mondiaux, mais aussi identifier les bonnes pratiques des gouvernements locaux dans le monde.

Les transports jouent un rôle central dans le développement des communes et des villes : ils renforcent la coopération décentralisée autour de la mobilité. Avec des actions telles que le développement d'un partenariat stratégique avec l'Union internationale des transports publics (UITP), la **Communauté de pratiques de**

CGLU sur la mobilité contribuera à établir un lien entre les principaux agendas mondiaux (Nouvel agenda urbain, Agenda 2030, Accord de Paris, etc) en renforçant la coopération décentralisée autour de la mobilité.

En 2018, la **Communauté de pratiques de CGLU sur l'économie sociale** identifiera les membres de CGLU qui mettent actuellement en œuvre des politiques publiques de l'économie sociale, afin de pouvoir les relier aux priorités stratégiques de CGLU. L'objectif est de fournir des solutions adaptées et localisées à la polarisation économique et aux inégalités grandissantes dans la plupart des pays, mais aussi assister les gouvernements locaux dans le processus de suivi de l'Agenda 2030. La grande majorité de ses activités en 2018 se focaliseront sur **l'organisation de sessions de formation et programmes d'échanges mutuels afin de faciliter le partage des expériences**, donner davantage de visibilité et améliorer la participation politique de ses membres qui développent actuellement des politiques publiques innovantes.

En encourageant l'élaboration de politiques de transparence, la participation et la collaboration citoyenne efficace à travers des actions telles que la participation aux forums et événements spécialisés, les conseils aux membres ou la formation et développement d'action de formation, la Communauté de pratiques sur la **Transparence** entend contribuer au

renforcement du réseau mondial, afin qu'il devienne une référence dans la défense de la gouvernance ouverte et de l'intégrité publique et soit un moteur de l'évolution des politiques traditionnelles de participation citoyenne locale vers des politiques de gouvernement ouvert, à travers l'insertion d'un nouveau récit au sein de l'organisation.

Lors de l'Assemblée mondiale de CGLU à Bogotà en 2016, l'atelier « Sécurité alimentaire et gouvernance territoriale de l'alimentation » a été organisé par l'Association des Régions de France et le Forum des Régions de CGLU. La **Communauté de pratiques sur la Gouvernance territoriale, la sécurité et la transition alimentaires** naît des conclusions formulées à la suite de cet atelier et entend transformer le système alimentaire et le mener vers une transition agro-alimentaire, avec les acteurs impliqués dans la production et la consommation alimentaire assumant davantage de responsabilité sociale et environnementale. La première réunion de la Communauté de pratiques a eu lieu en 2017 et visait à soutenir la transition alimentaire à travers l'identification et la promotion d'« **Initiatives alimentaires régionales durables et responsables** » dans les villes et régions, les politiques qui les appuient et des moyens d'évaluer et suivre leur mise en œuvre.

FORUMS

Les forums de CGLU constituent un processus de consultation et d'élaboration de politiques qui se termine par l'organisation d'un événement tous les deux ans. Le processus du forum est conduit par un membre, aidé d'un groupe réduit de membres en provenance de différentes régions. Les activités liées aux forums de CGLU seront incluses dans le plan de travail annuel de CGLU, présenté au Conseil mondial.

Les Forums de CGLU peuvent également rassembler des représentant-e-s politiques autour d'un sujet spécifique d'une grande importance pour l'agenda de l'organisation. Ils produisent des orientations stratégiques concernant le groupe représenté et favorisent une meilleure visibilité du sujet d'étude en question. Il y a actuellement trois Forums de CGLU :

- **VILLES INTERMÉDIAIRES**
- **VILLES DE PÉRIPHÉRIE**
- **DIRECTEURS DES ASSOCIATIONS DE GOUVERNEMENTS LOCAUX**

LES CONSEILS POLITIQUES DE CGLU

Les Conseils politiques pilotent et développent des recommandations politiques liées aux thématiques clés (Droit à la ville, Opportunités pour tou-te-s, Gouvernance multiniveaux et Villes résilientes et durables), elles-mêmes alignées sur l'Engagement de Bogotá et reflétant les questions fondamentales des agendas mondiaux.

Suite aux consultations réalisées auprès des membres, le Bureau exécutif de CGLU a approuvé leur établissement en avril. Leurs séances inaugurales, qui définissent leur cadre de travail, ont eu lieu lors des réunions du Conseil mondial 2017 à Hangzhou.

Puisqu'ils font partie des processus de prises de décisions, les conseils politiques permettent aux représentant-e-s politiques de participer à l'élaboration des politiques et de faire valoir leur point de vue auprès des instances statutaires de l'organisation. Ils visent à renforcer la participation politique lors des discussions organisées par CGLU. Ils doivent également permettre aux élu-e-s de mieux s'approprier les recommandations politiques et d'encourager la participation des membres aux activités qui en découlent.

Le Secrétariat mondial de CGLU fonctionne comme secrétariat des Conseils politiques, dans l'objectif d'améliorer les liens entre les commissions et les communautés de pratiques, ainsi qu'entre ces dernières et les instances statutaires de l'organisation. À l'occasion du Congrès mondial 2016 à Bogotá, CGLU s'est engagée à placer le Droit à la ville - le droit collectif de tou-te-s les habitant-e-s des villes et territoires « à utiliser, occuper et produire des villes justes, inclusives et durables » - au cœur de la gouvernance territoriale.

Le Secrétariat mondial de CGLU fonctionne comme secrétariat des Conseils politiques

Le Conseil politique de CGLU sur le Droit à la ville et aux territoires inclusifs a amené sur la table des débats des idées sur la façon d'appuyer des politiques de logement inclusives et sur la façon de garantir un logement adéquat pour tou-te-s, mais aussi sur le développement du concept de logement comme droit humain, ce que CGLU soutient, en collaboration avec la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement. La session a également permis de reconnaître les migrations comme un avantage et une opportunité pour nos villes. Modifier les discours sur les migrations et créer un nouveau récit mettant en avant les avantages et opportunités créés par les migrant-e-s au niveau local est un objectif du Conseil politique, et il faudra conjuguer nos efforts pour l'atteindre.

Les membres de CGLU ont la forte conviction que la démocratie locale est le fondement du développement national. En tant que sphère de gouvernement au plus près des citoyen-ne-s, nous, gouvernements locaux et régionaux, avons démontré notre vaste expérience à entamer le dialogue entre les collectivités, et nous sommes en mesure d'engager les groupes marginalisés dans la prise de décisions municipales, et contribuer ainsi à des politiques publiques plus inclusives.





Le conseil politique sur les opportunités pour tou-te-s, la culture et la diplomatie des villes a réaffirmé que l'éducation, la culture et la diplomatie des villes se trouvent au cœur de villes pacifiques. Les conseiller-ère-s ont partagé une série de politiques publiques s'appuyant sur les droits humains, l'égalité entre les sexes, la transparence et l'inclusion sociale, qui ont permis de transformer les villes et améliorer le bien-être des citoyen-ne-s.

Approfondir les racines de la démocratie locale et impliquer les habitant-e-s dans la coproduction de nos villes et territoires est la clé de notre transition vers un avenir durable. À cette fin, nous devons gouverner en partenariat, renforcer les capacités de gouvernance, mettre en œuvre des partenariats multi-acteurs efficaces et assurer une gouvernance locale responsable et transparente.



Le conseil politique sur la gouvernance multiniveaux et le financement durable a rappelé que la décentralisation, la subsidiarité et l'autonomie locale sont des principes essentiels à une gouvernance renouvelée. Stimuler la gouvernance multiniveaux appelle à une approche pragmatique, et la décentralisation peut difficilement être mise en œuvre sans les ressources nécessaires pour y parvenir. À cet égard, l'accès au financement devient essentiel si l'on veut investir dans des infrastructures locales durables et le financement local.

Les feuilles de route pour le changement climatique et la résilience adoptées récemment (Cadre de Sendai, ODD 11 et Accord de Paris) nécessitent la participation de toutes les parties prenantes concernées et la capacité des gouvernements locaux à mobiliser les ressources humaines, financières et techniques disponibles. De fait,

les autorités locales se trouvent en première ligne quand une crise éclate, comme il a été rappelé lors du Sommet humanitaire mondial.

Le Conseil politique de CGLU sur « Des villes plus sûres, plus résilientes et plus durables » a appuyé le One Planet Summit et transmis des recommandations à prendre en compte par le Conseil mondial concernant la désertification et la dégradation des sols, en particulier.

Le groupe a également abordé l'importance cruciale du renforcement des capacités des gouvernements locaux en termes de planification et de prévention, ainsi que dans la création d'un environnement financier porteur afin de leur permettre de planifier la résilience.

Ils doivent également permettre aux élu-e-s de mieux s'approprier les recommandations politiques et d'encourager la participation des membres aux activités qui en découlent



LE PARTENARIAT STRATEGIQUE UE-CGLU



S'il est un partenariat qui a marqué tous les aspects du travail de l'organisation, c'est bien le partenariat stratégique avec l'Union européenne. Signé en janvier 2015, il est structuré sur une période de cinq ans et s'accompagne d'un programme de soutien de trois ans (2015-2017).

SOUTIEN AU PLAN DE TRAVAIL MONDIAL

Alors que la troisième année arrive à terme, la mise en œuvre de ce partenariat peut être décrite comme un succès retentissant. CGLU a pu étendre ses activités et **renforcer ses relations avec les différents acteurs du réseau**, ce qui a participé activement à la définition du plan de travail et, dans certains cas, a

permis d'obtenir un soutien financier spécifique.

Comme nous l'avons évoqué auparavant, le Partenariat stratégique a permis à CGLU d'accroître son soutien aux Sections et Commissions et leur a permis de mettre en œuvre des activités spécifiques en utilisant une partie des fonds reçus dans le cadre de ce partenariat.

Concrètement, le Partenariat stratégique en 2017 a permis à l'Organisation mondiale de soutenir CGLU-ASPAC, CGLU-Eurasie, le bureau de CGLU au Liban et FLACMA et Mercociudades en Amérique latine. De même, l'Organisation mondiale a également fourni un soutien financier direct à la Commission des villes numériques et de la connaissance de CGLU, et à la Commission Méditerranée de CGLU.



PROPOSITIONS D'ACTION POUR 2018

Suite à la demande de la CE et aux échanges qui en ont résulté, CGLU a récemment soumis une proposition d'action pour 2018 qui sera suivie d'une proposition d'action pour la prochaine phase du partenariat stratégique 2019-2021. D'après le Partenariat signé à l'origine en janvier 2015, cette nouvelle approche proposée par la CE est un signe important de la reconnaissance du travail de notre organisation et concède une année supplémentaire de soutien financier à notre organisation.

Cette proposition se fonde sur l'évaluation des trois premières années de mise en œuvre du partenariat et vise à s'adapter au nouveau contexte mondial en appelant à la localisation de l'agenda mondial du développement. Étant donné les objectifs stratégiques de l'organisation, CGLU propose d'organiser son travail dans le cadre du partenariat selon les rubriques suivantes : plaidoyer ; suivi et rapport ; apprentissage ; et renforcement du réseau.

Le Partenariat stratégique a permis à CGLU d'accroître son soutien aux Sections et Commissions

En 2017 a permis à l'Organisation mondiale de soutenir CGLU-ASPAC, CGLU-Eurasie, le bureau de CGLU au Liban et FLACMA et Mercociudades en Amérique latine



FORMATION FINANCIÈRE DES SECTIONS DE CGLU

CGLU a organisé une formation financière pour les Sections à Barcelone **dans le cadre du partenariat stratégique UE-CGLU**. La session a permis de former les responsables financiers et administratifs du réseau CGLU aux procédures financières, contractuelles et administratives de la Commission européenne.

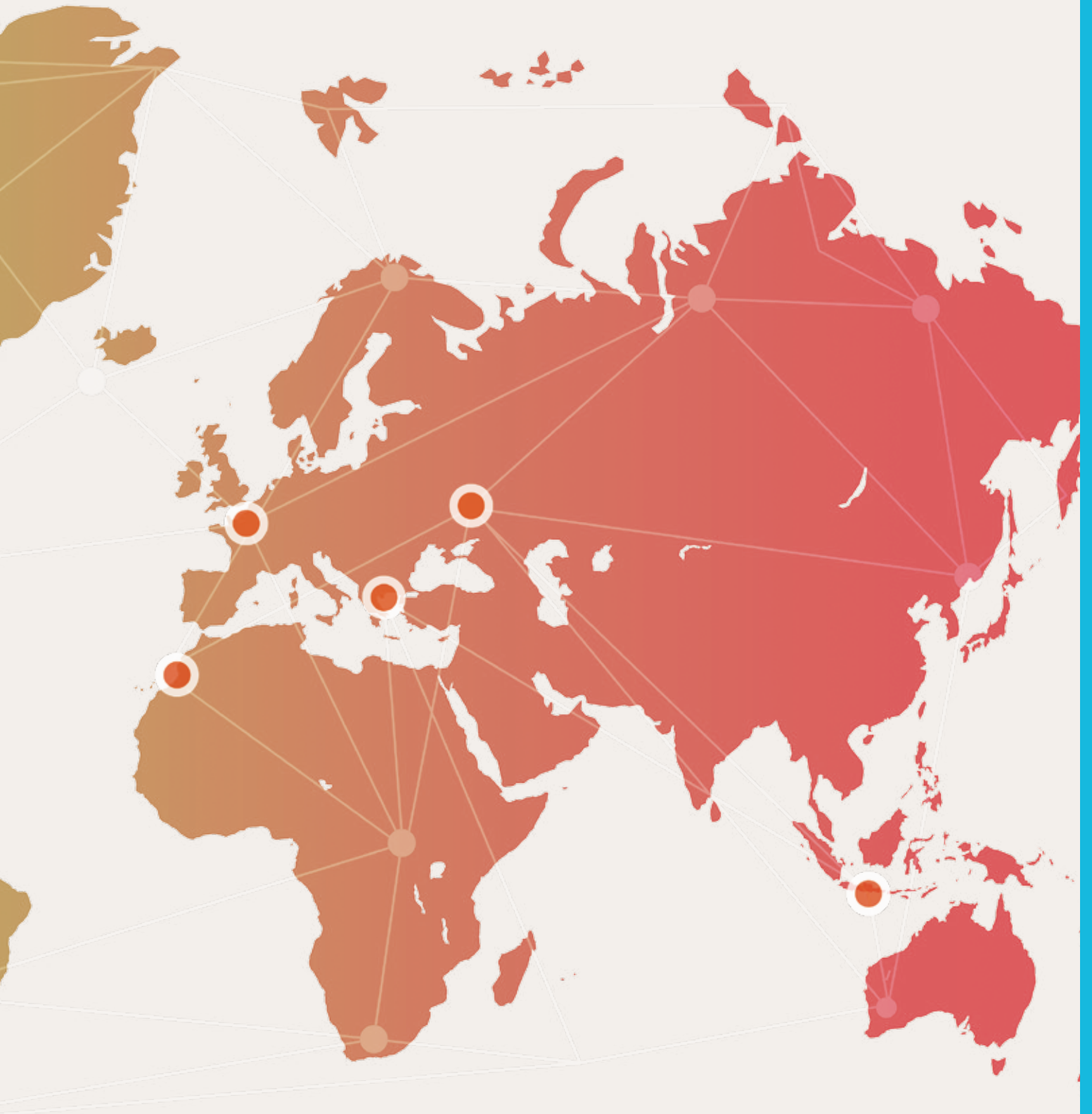
Fournie par des consultants de l'UE, la formation a compté sur la participation des membres du personnel de CGLU-ASPAC, CGLU Eurasie, Bureau de CGLU-Liban, CGLU-MEWA, FLACMA, Mercociudades et Metropolis. Outre le renforcement des capacités de nos équipes, cette réunion a permis de créer des relations entre différents responsables de même niveau dans les différentes parties du réseau.

5

LES SECTIONS DE CGLU

Le réseau décentralisé de CGLU est composé de sections régionales qui, dans leur zone géographique, développent leurs propres politiques et initiatives, fournissant un appui institutionnel à l'Organisation mondiale.

L'organisation comprend également deux sections spécialisées : Metropolis, en tant que section représentative des villes métropolitaines, et le Forum des Régions, qui représente les Régions de CGLU.



APPROFONDISSEMENT DE LA RELATION ENTRE EUROPE ET AFRIQUE



Aux côtés du CCRE et de Platforma, CGLU-Afrique a organisé le premier Forum Afrique-UE des autorités locales. La réunion officielle, la première en son genre, s'est tenue dans le cadre du 5ème Sommet Union Africaine-Union européenne.

Le Forum a permis d'approfondir les relations entre gouvernements locaux africains et européens et entendait faire avancer le partenariat stratégique entre les deux continents afin d'intégrer la promotion de l'interaction entre tous les niveaux de gouvernance, en articulant l'échelle locale, nationale, infrarégionale et continentale de gouvernement comme mode indispensable de promotion du dialogue politique et pour veiller à la cohérence et à l'efficacité nécessaires des politiques de coopération.



AFRIQUE



COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

CGLU-ASPAC a organisé sa Réunion de conseil 2017 à Fuzhou (Chine). Dans le cadre de ce rassemblement, la section a organisé un Colloque sur l'économie maritime et le développement urbain. L'initiative Belt & Road (B&R, connue également sous le nom de « Nouvelles routes de la soie ») vise à encourager la complémentarité des stratégies de développement et leurs différentes synergies, mais aussi à promouvoir les progrès communs des pays participants de la région Asie-Pacifique, à travers une coopération internationale plus étroite.

Dans ce cadre, et ayant conscience de l'importance stratégique que revêt le transport maritime pour l'économie mondiale et le commerce international, le Bureau exécutif de CGLU-ASPAC a avalisé l'établissement de deux Commissions permanentes de CGLU-ASPAC sur l'initiative B&R : la « Commission pour la coopération maritime au 21ème siècle » et la « Commission pour la coopération locale Belt & Road ». Le Colloque à Fuzhou a rassemblé les dirigeant-e-s des gouvernements locaux, des élu-e-s et autres parties prenantes, et visait à alimenter les discussions sur le renforcement de la coopération maritime et la stimulation du développement urbain durable.



ASIE-PACIFIQUE



CULTURE ET PATRIMOINE AU CENTRE DE L'AGENDA



Le conseil de CGLU-Eurasie s'est tenu dans le cadre de la 8ème Conférence internationale des villes du patrimoine mondial Euro-Asie. Ayant cette année pour titre « Enfance, patrimoine et tourisme », la Conférence a été organisée par la section Eurasie de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) et par la Municipalité de Safranbolu. Elle a été célébrée sous les auspices de l'UNESCO et avec le soutien organisationnel de CGLU-Eurasie. Cette session a donné également naissance à un accord sur l'établissement d'un jumelage entre les villes de Bolgar et Safranbolu, toutes deux villes du patrimoine mondial de l'UNESCO.



EURASIE



MOBILISATION POUR LA DÉMOCRATIE LOCALE

Dans le cadre du Bureau exécutif du CCRE, le CCRE et le Comité européen des régions (CoR) ont signé un Protocole d'entente, dans lequel le CoR et le CCRE s'engagent à unir leurs efforts pour la démocratie locale en promouvant la coopération et la participation aux activités de chacun et en sensibilisant à ces activités. L'accord comprend également une référence à la coopération décentralisée dans les pays candidats, voisins ou partenaires. Le protocole a été signé lors du débat sur « Les gouvernements locaux et régionaux et l'UE : partenaires dans la promotion de la démocratie et du développement mondial ».

Le Comité politique du CCRE s'est également réuni à Chios (Grèce). Parmi les thèmes abordés, une importance particulière a été accordée à l'intégration des migrant·e·s et des réfugié·e·s, en particulier lorsqu'il s'agit des difficultés auxquelles font face les gouvernements locaux et régionaux en termes de financement et dans les déséquilibres d'information entre les différentes sphères du gouvernement. Le Comité politique a également discuté de la vision locale et régionale de l'avenir de l'Europe, dans une déclaration réaffirmant l'engagement à lutter contre le changement climatique et réaliser l'objectif commun de décarbonisation des sociétés d'ici à 2050, ainsi que la politique de cohésion du CCRE, au sein de laquelle le financement joue un rôle fondamental.



EUROPE



COLLABORATION ET GOUVERNANCE ESSENTIELLES AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

AMÉRIQUE LATINE



Le 11^{ème} Sommet des Maires des Amériques s'est déroulé du 23 au 26 août 2017 à Pachuca (Mexique), et a été honoré de la présence du Président de CGLU, M. Parks Tau, lors de la cérémonie d'ouverture. L'événement a réuni plus de 3 000 participant-e-s en provenance de 28 pays. Un dialogue de haut niveau entre maires a également été organisé dans le cadre du Sommet, et entendait contribuer à la construction de l'agenda du mouvement municipal. Le Sommet comprenait une session spécifique focalisée sur le lien avec les organisations multilatérales, à laquelle ont participé des représentant-e-s du Secrétariat général ibéro-américain, la Société andine de développement (CAF), la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), l'OCDE, la Banque nationale de travaux et services publics du Mexique (BANOBRAS) et la Fondation Rockefeller. L'événement a également été l'occasion de célébrer la 1^{ère} édition du Prix d'Amérique latine pour la bonne gouvernance locale.

La ville de Córdoba a été élue présidente de Mercociudades pour le mandat 2017-2018. Sous la thématique « Promouvoir la gouvernance et l'innovation pour l'élaboration de politiques régionales publiques », le 22^{ème} Sommet de Mercociudades a souligné le rôle primordial des gouvernements locaux et régionaux dans la gouvernance mondiale, ainsi que dans la coopération ville à ville.

L'INCLUSION COMME MOYEN DE RÉALISER LES OBJECTIFS MONDIAUX

Avec pour but de contribuer à consolider la voix unie de ses membres sur des sujets tels que l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains, CGLU-MEWA a organisé sa réunion conjointe de Bureau exécutif et Conseil les 18-19 octobre 2017 à Istanbul, sous les auspices de la Municipalité de Sancaktepe. Environ 300 personnes ont participé au sommet, en provenance de 14 pays différents. La nécessité de placer les politiques inclusives au cœur de l'agenda a été abordée tout au long de la réunion du bureau. Il s'agit là d'une composante clé de la localisation des agendas mondiaux et des ODD.

L'événement comprenait également le Forum CGLU-MEWA sur les gouvernements locaux et l'inclusion sociale. Celui-ci a servi de plateforme pour discuter des politiques d'inclusion sociale, mais aussi pour promouvoir la coopération et les échanges d'expériences entre gouvernements locaux et organisations de la société civile.



MOYEN-ORIENT ET ASIE DE L'OUEST

RÉPONDRE AUX DÉFIS ÉMERGENTS

AMÉRIQUE DU NORD

En son titre de voix des gouvernements locaux au Canada depuis 80 ans et de facilitatrice de la section Amérique du Nord de CGLU, la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) a organisé son Congrès annuel et salon professionnel du 1er au 4 juin à Ottawa. Sous la thématique « Créons le Canada de demain », l'événement a réuni près de 3 500 participant-e-s et a compris une séance plénière avec les dirigeant-e-s des collectivités rurales pour présenter comment leurs municipalités ont su profiter des enjeux et des occasions émergentes du Canada rural.



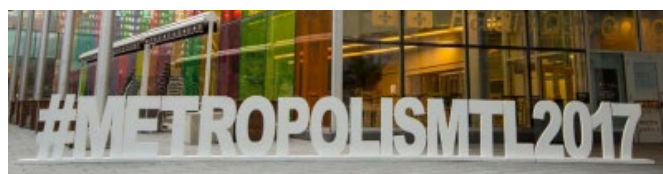
ÉLARGISSEMENT DU TRAVAIL DES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX AU SEIN DU RÉSEAU

2017 a été une année de grande implication de la part des gouvernements régionaux dans le travail global de CGLU. En participant activement aux réunions mondiales clés sur différentes thématiques telles que le développement économique local, les migrations et la coopération décentralisée, les gouvernements régionaux ont souligné l'importance des liens rural-urbain et de la dimension territoriale de l'élaboration de politiques, ils ont rappelé leur engagement envers la mise en œuvre des ODD et du Nouvel agenda urbain et ont plaidé pour la promotion d'approches de gouvernance multiniveaux.

La sécurité alimentaire a été également un sujet primordial. La Province de Santa Fe, qui est présidente du Forum, avec le soutien de l'Association des régions de France (ARF), a développé un projet pilote qui recueille et analyse 31 bonnes pratiques autour des systèmes alimentaires responsables et durables. L'Association des gouvernements des provinces autonomes d'Équateur (CONGOPE) développe actuellement une initiative du même ordre, dont la publication est prévue en 2018.

FORUM DES RÉGIONS

LES MÉTROPOLIS S'UNISSENT POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX MONDIAUX



SECTION MÉTROPOLITAINE

Sous la thématique « Enjeux mondiaux : les métropoles entrent en action », les membres de Metropolis se sont réunis dans le cadre du 12ème Congrès mondial de Metropolis. Ce congrès entendait promouvoir des messages politiques essentiels, en particulier concernant le développement durable, la mobilité et l'aménagement urbain, et présenter les bonnes pratiques urbaines issues des quatre coins du monde, à travers des pratiques innovantes de réseautage.

Près de 60 % de la population mondiale vit déjà dans des régions urbaines ; cette proportion augmentera d'ailleurs dans les années à venir. Les villes sont donc fortes d'une position unique pour faire face aux opportunités économiques que suppose la transition vers un modèle de résilience. Les délégué-e-s ont proclamé la Déclaration de Montréal, qui définit l'engagement des villes à s'unir pour affronter les enjeux locaux et mondiaux, en particulier dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

6

L'ORGANISATION

Le Secrétariat mondial de CGLU à Barcelone est responsable de la gestion courante de l'Organisation mondiale, y compris de ses affaires financières. Son travail consiste à coordonner le travail de plaidoyer de CGLU au niveau mondial auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances, gérer la présence en ligne de l'organisation et les publications, et animer des projets d'apprentissage entre pairs au niveau mondial.

Le Secrétariat mondial organise également les réunions statutaires de CGLU - le Bureau exécutif, le Conseil mondial et le Congrès mondial - en partenariat avec les villes membres de différents membres du monde entier.

LOCAL ACTION 2030

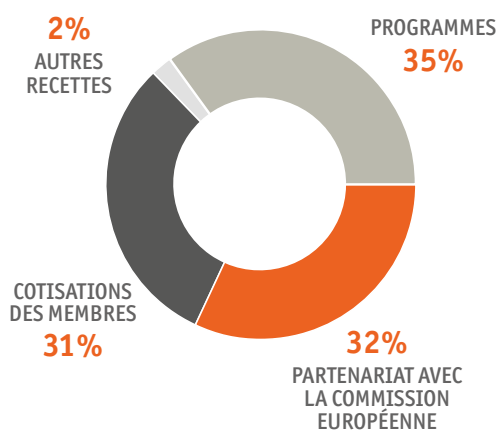
UCLG

COMMITMENT

BEYOND HABITAT III

BUDGET DU SECRÉTARIAT MONDIAL

RÉPARTITION DES RECETTES



EXÉCUTION DU BUDGET

RESSOURCES HUMAINES **1.276.015 €**

PROGRAMMES **1.178.521 €**

REPRESENTATION **380.223 €**

HONORAIRES **188.947 €**

FRAIS GENERAUX **153.372 €**

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS
190.134 €

AMORTISSEMENT **8.825 €**

TOTAL 3.376.038 €

PROVENANCE DES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS FOURNIES À CGLU POUR LES PROGRAMMES

- Commission Européenne
- Province de Barcelone
- Ville de Barcelone
- European Climate Foundation
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Agence française de Développement
- ONU- Habitat
- Organisation Internationale du Travail
- Plusieurs gouvernements locaux qui ont réalisées des contributions spéciales aux commissions sur la Culture et l'Inclusion sociale.

AUTRES CONTRIBUTIONS PERMETTANT À CGLU DE FONCTIONNER À COÛTS RÉDUITS

- La ville de Barcelone met à disposition les bureaux du Secrétariat mondial.
- Les organisations et les Autorités Locales qui assurent le financement des commissions et des groupes de travail.
- Les villes hôtes qui supportent le coût des réunions statutaires, des équipements et des événements sociaux.

RÉALISATION DU BUDGET 2017

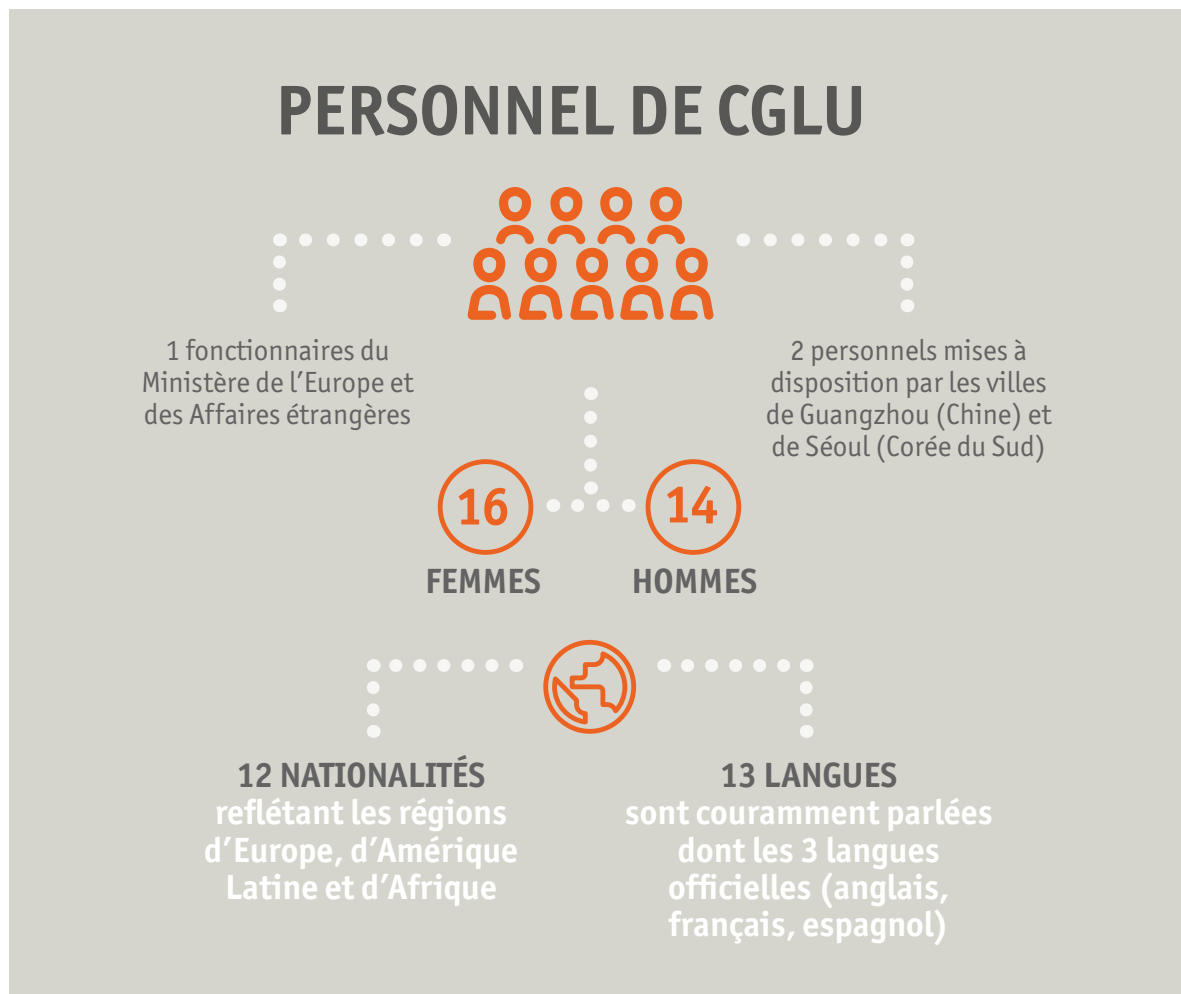
L'exercice 2017 s'est caractérisé comme étant la troisième année de mise en œuvre de la subvention reçue de la Commission européenne, selon l'accord de partenariat stratégique avec CGLU.

L'appui de la Commission européenne, ainsi que celui de nos membres et d'autres partenaires de différents programmes, ont permis de renforcer les activités dans tous les domaines de travail identifiés par les instances statutaires et d'accroître la visibilité de l'organisation mondiale sur la scène internationale.

L'organisation mondiale, ainsi que ses sections, commissions et groupes de travail, ont pu bénéficier de précieuses contributions.

- CGLU-ASPAC
- CGLU-MEWA
- Partenaires d'Amérique latine (FLACMA et MERCOCIUDES)
- Cités Unies Liban
- Commission de coopération au développement et diplomatie des villes
- Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités
- Taskforce sur la prévention et gestion territoriales des crises
- Commission sur les finances locales et le développement
- Commission d'inclusion sociale, démocratie participative et droits humains
- Commission Culture
- Forum des villes intermédiaires

RESSOURCES HUMAINES



UNE PLUS GRANDE SYNERGIE ENTRE LES DIFFERENTS DOMAINES D'ACTION

En 2017, le changement organisationnel lancé en 2015 s'est poursuivi et des progrès ont été réalisés dans les nouvelles méthodes de travail et façons d'interagir entre différentes équipes de travail au sein du Secrétariat mondial et dans le reste du réseau.

La collaboration a commencé avec des consultants externes et les nouvelles techniques d'évaluation et de suivi ont permis à CGLU d'améliorer les mécanismes de travail et de fournir de meilleurs services à nos membres.

Les prestations de nos collaborateurs ont positionné CGLU comme un acteur clé sur la scène internationale et augmenté la visibilité dans les activités quotidiennes de l'organisation.

Copyright © 2018 UCLG

Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
Avinyó 15 08002 Barcelona
www.uclg.org

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.

Crédits photos :

Photos de couverture : ©UCLG
Photos des pages :
p. 7 @IISD/ENB | Diego Noguera
p. 11 @ICLEI_Local Governments for Sustainability
p. 14 @United Nations
p. 18 @UCLG/Joel Sheakoski
p. 19 @UCLG/Joel Sheakoski
p. 20 @Ramón Vila
p. 25 @UCLG/Schardan
p. 37 @UCLG/Schardan
p. 38 @UCLG/Schardan
p. 40 @UCLG/Hangzhou
p. 44 @UCLG/Hangzhou
p. 45 @UCLG/Hangzhou
p. 50 @UCLG-Africa
p. 50 @Fuzhou Local Government
p. 51 @UCLG-EURASIA
p. 51 @CEMR-CCRE
p. 52 @FLACMA
p. 52 @UCLG-MEWA
p. 53 @FCM
p. 53 @metropolis
p. 53 @Forum of Regions
Toutes les autres photos de ce rapport sont de CGLU

Soutenir les collectivités locales
et régionales dans la mise en œuvre
des agendas mondiaux

uclg.org



uclg.org

Avec le soutien de:  Commission européenne

